Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:31 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 7,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 25 *New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10* ***22 - 29 juin 2022***

LE GOUVERNEMENT HENRY LITTÉRALEMENT À GENOUX

Le Tribunal de première instance capturé par le gang 5 Secondes

La primature interdit au Premier ministre de facto...

Par Léo Joseph

En décrétant la permanence sur la prise du Tribunal de première instance de Port-au-Prince (TPI) par le gang 5 Secondes, que dirige Izo, certes un spectacle inédit, les organes de presse passent à côté de l'actualité. Car ce n'est pas seulement la justice que contrôlent les malfrats, ils ont mis leur grappin sur le gouvernement aussi.

En effet, dans la mesure où, en l'absence d'un président, la primature devient le centre du pouvoir, l'indisponibilité du siège où s'exerce celui-ci signifie qu'il n'existe pas. C'est bien le cas du Premier ministre de facto, qui reste cloîtré dans sa résidence officielle, à Musseau, incapable de mettre les pieds au Bicentenaire, le quartier où se trouve le Palais de Justice, à proximité de la primature logé dans le local qui abritait jadis les bureaux de l'Agence américaine de développement international (USAID).

Ariel Henry, quel secret existe-il avec les gangs armés.

Donné en cadeau à Haïti, suite au transfert des installations de la USAID au complexe diplomatique américain où ont été aussi transférés les locaux de l'ambassade américaine.

Depuis la descente sur le Tribunal de première instance, des hommes armés dirigés par le chef du gang 5 secondes, dont le

Suite en page 2

UNE BIZARRE CRISE D'ESSENCE

Les stations sont vides, mais la gazoline disponible à proximité

Les autorités accusées d'entretenir le marché noir...

Par Léo Joseph

Les automobilistes, à la capitale, sont confrontés à une crise de produits pétroliers, telle qu'ils n'en ont jamais fait l'expérience. La quasi-totalité des pompes sont sèches, pourtant le précieux liquide se vent juste à côté. Les camions citerne, qui assurent l'approvisionnement des stations, n'y aboutissent pas. Il semble que des distributeurs d'un nouveau genre fassent la relève.

La gazoline est introuvable, à la capitale, mais la situation est pire en provinces. Cette carence entraîne le marché noir. Dans la lutte pour se procurer deux gallons ou trois, les automobilistes sont devenus le « *joueur* » des distributeurs ambulants, qui se croient autorisés à fixer eux-mêmes le prix du gallon, au centre de distribution. Dès lors, ceux qui ont vraiment besoin de gazoline se voient acculés à payer jusqu'à 800 gourdes/gallon.

Les automobilistes se plaignent du fait que les distributeurs d'essence ne sont plus les stations dotés d'installations assurant le transfert sécurisé de produits inflammables de la pompe. Ce sont, de préférence, des vendeurs ambulants installant des drums ou d'autre récipients hétéroclites, à proximité des pompes à essence, qui attirent la clientèle.

Certains automobilistes scrutant le paysage, à la recherche de camions citernes transportant la gazoline aux pompes finissent par se rendre compte, au bout du compte, que la destination de ces transporteurs ne sont pas des sta-

Suite en page 2

BIENTÔT PREND FIN LE MANDAT DU BINUH EN HAÏTI

Renouvellement, argue le secrétaire général de l'ONU

L'Organisme mondial démérite aux yeux des Haïtiens

Helen Meagher La Lime et le secrétaire général Antonio Guterres.

Par Léo Joseph

Sur fond d'insécurité précoce généralisée, le mandat du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) touchant à sa fin, dans moins d'un mois, les discussions portent sur la nécessité ou nom de renouvellement. Au moment où le secrétaire général et sa représentante spéciale, dans le pays, revendiquent celui-ci, des secteurs sociopolitiques haïtiens affichent la tendance opposée. Et pour cause ! Car, non seulement la mission onusienne

Suite en page 13

HAPPENINGS!

AN ANALYSIS

The gang problem in Haiti and beyond its borders, even in the U.S.

Gang leader Izo 5 Seconds, in the middle, with Barbecue on his right, and another unidentified colleague.

By Raymond A. Joseph

The week began, Monday (20 June) in Haiti with the gangs in action, forcing the Ministry of Education to cancel national exams for students in Torcel and Pernier, near Pétion-Ville, and

Continued on page 7

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:31 AM Page 2

LE GOUVERNEMENT HENRY LITTÉRALEMENT À GENOUX

Le Tribunal de première instance capturé par le gang 5 Secondes

La primature interdit au Premier ministre de facto...

Suite de la page 1

fief se trouve à Village de Dieu, à l'entrée sud de la capitale, voici bientôt deux semaines, Ariel Henry n'a plus de bureau. Il s'est vu forcé de gérer l'administration publique à partir de sa résidence officielle, obligé qu'il est d'observer, à son corps défendant, le protocole imposé par la COVID-19, c'est-à-dire, travailler en sa résidence, à distance.

Ariel Henry, bouche cousue

Une situation extrêmement dangereuse s'est développée dans le pays. Personne ne peut expliquer l'attitude des autorités. Alors que les gangs armés, qui imposent la violence sous toutes ses formes sur les citoyens, face à l'inaction et à l'indifférence des soi-disant dirigeants, viennent de commettre l'impensable, la prise d'assaut du Tribunal de première instance de Port-au-Prince. Cela est on ne peut plus effrayant, car la majorité de ces criminels, qui semblent évoluer de mèche avec les hommes et femmes qui dirigent le pays, à l'ère du PHTK, sont sous le coup de mandats d'amener. C'est, par exemple, le cas de Jimmy Chérizier, dit Barbecue (au bas de Delmas), de Wilson Joseph, alias Lanmò Sanjou, (Croix des Bouquets) ou encore d'Izo (ainsi connu) évoluant à Village de Dieu, ci-devant Cité Liberté, qui s'étale à l'entrée sud de Port-au-Prince.

Il est curieux de constater que depuis l'occupation du Palais de Justice par les hommes d'Izo, les autorités, au premier chef le Premier ministre de facto, n'a pipé mot. Pourtant, quand le commissaire du gouvernement de Miragoâne, Me Jean Ernest Muscadin, avait capturé Zo Pwason (Elvain Saint-Jacques) qu'il a fait subir la justice expéditive, il était allé très vite en besogne affichant son mécontentement. Dans le tweet qu'il avait émis, depuis Los Angeles, en Californie, aux États-Unis, où il assistait au 9e Sommet des Amériques, il laissait transpirer son mécontentement.

En effet, il s'en prenait à M. Muscadin l'accusant d'avoir tué « *un paisible citoyen habitant Village de Dieu appelé Elvain Saint-Jacques* ».

Zo Pwason, criminel patenté, proche collaborateur d'Izo, a une longue liste d'assassinat à son actif. Dans les milieux proches de sa famille, on laisse croire que son père, qui se trouve à l'étranger, ne veut pas prendre le risque de revenir au pays. Aux prises avec son fils, Zo Pwason, dans le cadre d'un conflit terrien, ce dernier aurait menacé de mettre fin à ses jours s'il ose renter au pays.

Quant à Izo lui-même, l'occupation du Palais de Justice, après l'avoir saccagé de fond en comble, l'allégeant de tout, classeurs et autres meubles servant à retenir des documents légaux et juridiques, en sus d'emporter les meubles et des véhicules de la Police et de l'État, semble faire de lui un « *autre citoyen paisible habitant Village de Dieu* ». C'est donc sans doute fort de cette conviction que le Premier ministre de facto se garde de s'exprimer à ce sujet.

Pour sa part, le commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, Jacques Lafontant, l'unique officiel à parler de l'occupation du Palais de Justice par les

Izo et ses hommes installés au Palais de Justice.

gangs d'Izo, s'est gardé de caractériser l'événement. Il s'est contenté d'adresser une lettre au DDO (directeur départemental de l'Ouest) pour solliciter un encadrement en vue d'aller visiter l'état des lieux, après la mise à sac de l'immeuble par les malfrats. Il semble qu'aucune suite n'ait été donnée à sa requête; et on a l'impression qu'il aurait reçu l'ordre de se taire. Dans ce cas, Jacques Lafontant a décidé de « *mete dlo nan diven l* ».

Aux dernières nouvelles, il semble que les plaques des sept véhicules qui ont été volés dans la cour du Palais de Justice, lors de l'attaque du vendredi 10 juin, propriétés de l'État et de la Police, ont été utilisées dans la commission de crimes, comme kidnappings et braquages.

On apprend, en même temps, que la PNH a publié une liste de plaques Service de l'État et immatriculation diplomatiques volés par les bandits, qui sont aussi utilisés pour commettre des crimes.

D'une manière générale, Ariel Henry affiche une sorte de réserve par rapport aux actions spectaculaires des gangs. Témoin : les attaques terroristes dirigées sur les populations de la capitale. Il se prononce rarement à ces sujets. Pourtant, il s'agit de faits qui devraient l'inciter à émettre des communiqués.

Offensive Vitelhomme contre Ariel Henry

Le silence affiché par Ariel Henry ne concerne pas le Gang 5 secondes d'Izo. Tout semble indiquer qu'il entretient des « *relations privilégiées* » avec les malfrats. Il garde encore le silence, après la dernière attaque lancée par le chef du gang de Pernier, 72 heures après que ce dernier eut menacé de mener de telles actions, en guise de représailles contre lui.

Intervenant sur des radios de la capitale Vitelhomme Innocent avait accusé Ariel Henry et d'autres hommes politiques, y compris Joseph Félix Badio, d'avoir eu des rencontres, avec eux, autour du projet d'assassinat de Jovenel Moïse. Accusant le Dr Henry et ses alliés politiques de lui avoir fait des promesses qu'ils n'ont pas tenues, il menaçait de passer aux attaques après 72 heures, un délai parvenu à échéance lundi matin. C'est pourquoi des tirs nourris étaient entendus très tôt, dans la matinée du lundi en sus d'incendier, au moins un véhicule.

L'offensive de Vitelhomme Innocent a eu pour conséquence l'annulation des examens dans la région de Pernier. Le ministre titulaire du département d l'Éducation, Nesmy Manigat, s'est contenté d'annoncer qu'une autre date sera retenue à l'intention de ceux qui ont raté cette journée.

Les chefs de gang prétendent qu'ils sont en contact avec les autorités, dont certaines d'entre elles leur versent des sommes d'argent importantes en guise de « *rançon* »

Tout compte fait, les attaques orchestrées par les bandits sont entourées de mystères qu'on n'arrive pas à déchiffrer. Certains accréditent les rumeurs faisant croire que les attaques se produisent pour porter les dirigeants à tenir « *les promesses faites* ». Le fait par les hommes du pouvoir de garder leur « *sérénité* », face aux attaques, fait évoquer une certaine entente existant entre eux.

On prétend, d'autre part, que Izo aurait lancé cette attaque contre le Palais de Justice parce que contrairement au traitement dont est l'objet Lanmò Sanjou, l'État néglige de libérer ses hommes quand ils sont arrêtés.

En effet, qu'est-ce qui devrait exister de commun entre les autorités du pays et les malfrats, qui se croient autorités à lancer ce genre d'attaques contre les institutions du pays, sans avoir la moindre inquiétude d'éventuelles représailles officielles.

UNE BIZARRE CRISE D'ESSENCE

Les stations sont vides, mais la gazoline disponible à proximité

Les autorités accusées d'entretenir le marché noir...

Suite de la page 1

tions, mais des coins ou se trouvent gens postés à des endroits stratégiques, qui assurent la distribution, à l'aide de pompes ambulantes.

Là où le bât blesse, de telles activités sont menées sans aucune intervention des autorités, laissant le champ libre à ces hommes d'affaires d'un autre genre de fixer arbitrairement les prix.

Pas de carence de produits pétroliers ?

On a l'impression que le va et vient entre les centres de distribution, Varreux, par exemple, et les pompes se fait régulièrement, les tankers venus s'approvisionner pour, ensuite, se diriger vers les pompes. Mais la destination des transporteurs n'est plus celle qu'on pense. Nombre d'automobilistes ne savent pas si les propriétaires de pompes ont cessé d'assurer la distribuer de l'essence régulièrement à leurs installations pour diriger les clients vers les distributeurs « *clandestins* » qu'ils contrôlent, en vertu du coût élevé du gallon qui est imposé auprès des marchands ambulants.

Dans les milieux proches des autorités, on fait croire qu'il n'existe pas de carence. Aussi le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD), qui se mobilise dès que s'annonce une telle crise, ne se fait-il pas de souci. Il semble laisser le consommateur à se débrouiller pour trouver de l'essence tout seul.

D'aucuns prétendent que ce qu'on constate présentement s'inspire d'une stratégie mise en place discrètement par les autorités visant à hausser le prix de ce produit sans provoquer l'animosité des clients. Ceux-ci semblent plus disposés à se battre pour s'approvisionner en ce précieux liquide, à tout prix, quand ils savent qu'il est disponible quelque part.

Suite en page 13

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:31 AM Page 3

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ACTUALITÉ EN VRAC

Le Comité 6 janvier sur le coup d'État manqué de Trump marque des points

Lors des dépositions, à la quatrième séance, hier, mardi, 21 juin, à Washington, le Comité 6 Janvier a poursuivi ce que l'on pouvait décrire comme étant le dossier d'accusation contre l'ex-président Donald Trump. En grande majorité, des officiels républicains ont témoigné qu'ils ont subi des pressions de la part des représentants du président, tels que les avocats Rudolphe « Rudy » Giuliani et le Dr. John Eastman, qui avaient tout essayé pour porter certains législateurs républicains à se plier à la volonté du chef d'État de changer la donne quant au vote des grands électeurs, dans le but d'annuler la victoire du démocrate Joseph « Joe » Biden et de déclarer Donald Trump victorieux.

De tous les témoignages entendus, celui de Russel « Rusty » Powers, président de la Chambre basse d'Arizona, sort de l'ordinaire. Contacté par Giuliani, il dit que ce dernier lui a fait savoir que nombre d'illégaux et de citoyens décédés avaient participé au vote présidentiel du 3 novembre 2020. « *Vous avez des noms et leur façon de voter* ? », a demandé M. Bowers. « *Bien sûr* » fut la réponse. Mais plus d'une fois que le sujet a été abordé, jamais ces données ne furent présentées.

Le Dr. John Eastman a utilisé la même technique pour arriver à porter le président de la Chambre basse d'Arizona à renier son serment de défendre la constitution envers et contre tous. Or, voilà qu'un président, se croyant tout puissant essayait de faire ce que personne n'avait fait depuis 1776, quand ce pays s'est émancipé de la colonie anglaise, savoir annuler une élection pour garder le pouvoir. Et Russel Bowers, auparavant un fervent supporteur du président, de leur dire : « *Jamais je ne renoncerai à mon serment de défendre la constitution* ».

Il faut créer des votes pour changer le scrutin de la majorité

À entendre les témoignages du secrétaire d'État de la Georgie, Brad Raffensperger et de Gabe Sterling, son assistant, on a l'impression que le président Trump et son équipe étaient des voleurs de grand chemin. Comment imaginer que le chef d'État puisse dire qu'il lui faut « *seulement 11 780 votes* » pour annuler la victoire de Biden dans l'état de Georgie ? « ***Alors, trouvez-moi 11 780 votes*** ». Outre les deux états susmentionnés — Arizona et Georgie — les pressions étaient exercées sur les parlementaires de Michigan, de Pensylvanie et de Wisconsin, pour les porter à changer le vote de la majorité.

Donald Trump, déjà aux prises avec la justice.

Comme on le sait, Raffensperger avait refusé de trahir son honnêteté. Ce qui lui a valu des menaces, notamment qu'il serait destitué de son poste — et même pluse. Toutefois, il a tenu tête à l'homme le plus puissant du pays, qui se croyait un dictateur. Aujourd'hui, il fait partie de ceux qui, par leur honnêteté et patriotisme, ont épargné un triste sort à la nation. Car, compte tenu des faits, il est évident qu'avec un second mandat de Trump on avançait vers l'établissement d'une dictature au pays de l'Oncle Sam.

D'ailleurs, on n'est pas encore sorti de l'auberge. Voilà le bien-fondé de cette enquête du Congrès. À souligner que le juge républicain retraité Michael Luttig a témoigné par devant le Comité 6 Janvier, disant qu'il y a toujours un « *danger* » à l'horizon, parce que les gens qui avaient manipulé la situation pour orchestrer l'attaque du Capitole, le 6 janvier 2021, en vue d'annuler le vote de la majorité, sont encore à pied d'œuvre et peuvent reprendre charge, à l'occasion des élections de 2024.

Des « chrétiens évangéliques » en appui au crime

De toute évidence, rien n'a changé dans le comportement du président Trump et de ses fidèles. Et le mot « *fidèle* » est utilisé à bon escient. Car lors du Congrès de la « *Faith and Freedom Coalition* » (La Coalition foi et liberté), basée à Nashville, Tennessee, du 16 au 18 juin courant, le président était acclamé lorsqu'il s'est attaqué aux délibérations du Congrès par rapport aux événements du 6 janvier 2021. Comme si ses « *chrétiens évangéliques* » n'avaient pas suivi les émeutiers du 6 janvier 2021, constructeurs de l'échafaud, qui hurlaient « *Hang Mike Pence* » (Pendez Mike Pence), le vice-président. D'ailleurs, Donald Trump a profité de l'occasion pour s'attaquer de nouveau au vice-président, en réitérant qu'il n'avait pas eu « *le courage* » de faire son devoir, c'est-à-dire annuler le vote du Collège électoral, lors de la séance plénière du Congrès, le 6 janvier 2021, dont l'objectif consistait à entériner la victoire de Joe Biden, qui devait prêter serment le 20 janvier.

En tout cas, selon les sondages de ABC News/ISOS, du 19 juin, quelque 60 % du public américain croit qu'il faut inculper le président Trump pour les crimes à lui attribués, suite aux événements ayant abouti au coup d'État raté du 6 janvier 2021. Mais 38 % assimilent l'enquête du Congrès à une chasse aux sorcières.

Suivez les événements sur le petit écran, demain (jeudi 23 juin) pour la cinquième séance du Comité 6 Janvier, dont la sixième édition clôturera ces séances qui, durant les deux dernières semaines, ont la nation en haleine.

Un projet sur les armes à feu approuvé par le Sénat U.S.

Tel qu'annoncé, la semaine dernière, dans cette rubrique, une loi était en perspective dans le dossier des armes, bonne nouvelle.

En effet, suite aux manifestations monstres qui se sont déroulées à travers le pays, le 11 juin, exigeant une action de la part des législateurs fédéraux, en vue de mettre fin au carnage constaté au niveau national occasionné par leur nonchalance à ce sujet, depuis le dimanche 12 juin, des sénateurs avaient laissé entendre que des discussions étaient entamées pour apporter le changement qui s'impose.

Ainsi, hier, mardi 21 juin, la nouvelle est tombée. Les négociateurs se sont entendus sur un projet de loi présenté à l'assemblée du Sénat qui, on pense, l'approuvera, d'ici la fin de semaine. Parmi les sénateurs, qui ont participé à la négociation des points à inclure dans le projet de loi figurent deux démocrates, Chris Murphy du Connecticut et Kyrsten Sinema de l'Arizona, ainsi que leurs collègues républicains, John Cornyn du Texas et Thom Tillis de la Caroline du Nord. Ils ont émis un communiqué conjoint disant que la loi proposée « *protégera les enfants d'Amérique, assurera la sécurité des écoles et réduira les menaces de violence à travers le pays* ».

Pour apaiser les faucons, ils soulignent que « *notre loi vise à sauver des vies et n'entend pas restreindre les droits du citoyen respectueux des lois relatives au port d'arme, selon le Second Amendement* ». Ils ajoutent qu'ils espèrent trouver « *un large éventail de support bipartisan, en vue de l'approbation de ce projet de loi basé sur le bon sens* ».

Alors, on attend patiemment, car il faut mettre une fin au carnage à l'échelle nationale. Jusqu'au 5 juin, 246 massacres ont été recensés cette année, selon les données de l'organisation *Gun Violence Archive*, qui fait la compilation de ces statistiques macabres. Il ressort, selon l'organisation, que les pertes en vies humaines, cette année, pourraient rivaliser ceux de l'année dernière, soit 692 massacres, la plus violente année depuis 2014, quand *Gun Violence Archive* a commencé cet exercice. À souligner qu'on parle de massacre lorsque quatre personnes, non compris l'assaillant, sont mortes ou atteintes de balles au cours d'une attaque.

BRIÈVEMENT, D'ICI ET LÀ . . .

***Le Palais de justice toujours occupé par le gang d'Izo.** Jusqu'à hier, mardi 21 juin, les « *soldats* » du gang « 5 Secondes » d'Izo de Village de Dieu, qui ont pris d'assaut le Tribunal de première instance (TPI), au Bicentenaire, à Port-au-Prince, y sont encore, selon une déclaration verbale, sur les réseaux sociaux, d'Izo lui-même. C'est depuis le 10 juin qu'ils avaient chassé juges, avocats, greffiers, enfin tout le personnel, et avaient pris possession du TPI, s'accaparant tous les documents, dont certains ont été brûlés.

***Deux autres bandits exécutés, d'ordre du parquet de Miragoâne.** Ils seraient membres du gang « 5 Secondes » qui se sont retrouvés en territoire interdit. En effet, qui parle de justice expéditive à Miragoâne fait référence au commissaire du gouvernement Jean Ernest Muscadin. Il avait déclaré les Nippes « *cimetière des gangs* », après l'exécution de Zo Pwason, Elvain Saint-Jacques de son vrai nom.

Le voilà toujours en fonction, bien que le Premier ministre Ariel Henry, de Los Angeles étant, lors de sa participation au « Sommet des Amériques », avait annoncé, dans un tweet daté du 5 juin, que le ministre de la Justice Berto/Bertaud Dorcé allait le remplacer à cause de l'exécution du « paisible citoyen de Village de Dieu » Elvé (Elvain) Saint-Jacques.

***Une commission pour faire le jour sur la situation à Miragoâne.**

Bien que ne réagissant pas sur la situation au Palais de Justice de Port-au-Prince, et ne faisant

Suite en page 14

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:31 AM Page 4

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Un passage outremer Québec POUR UN ACADÉMICIEN

Entre (), l'ultra vires est un choix, si la culpabilité est héréditaire avec charges de ce préjugé politique, elle est applicable ad nauseam. À la France en collectif avec, dans tout l'outremer, l'esprit colonial avéré assassin par les textes votés. Fermons-les ().

Nations Unies (Lat. N40^{0} 45' 01.0393'' Long. W 073^{0} 02' 43.9614''), le lundi 6 juin 2022. *En fait, pour quoi ces lieux, la NSA, d'après Snowden, ne respecte rien, et rescrit tout, même les **RI**, d'où l'erreur. C'est peut-être ça aussi le rêve américain qui a laissé tomber les tours.*

Première lecture

Dany Laferrière s'est associé, sous la férule de son agent, Camille Robitaille, qui se fait voir de plus en plus dans un contexte international maîtrisé, dit-on, chez l'observateur.

Si le Québec a su devancer les *agiotas* des Nations Unies, pour se croire être vu si peu subtile dans les **RI,** à New York, Macfrédel Antoine, qui a rencontré la Reine mère, a su faire valoir le droit de savoir et d'informer dans un monde de plus en plus en tentation totalitaire au haut du 49e parallèle, où se situent les Nations Unies, voisine de l'East River, qui encercle l'île avec l'Hudson avec emblème de *statue de la liberté*. Colonne de vingt personnes. Faute d'éclat académiste, cible sélecte pour l'occasion, Québec à ce pas a-t-il peur du *numéral* dans les locaux cités pour la vague *in* Boisclair ?

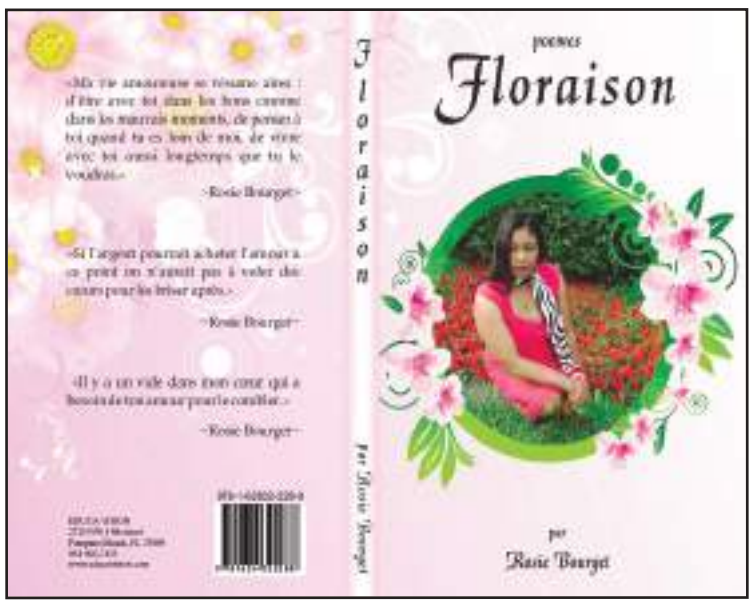
Seconde lecture

L'Académie française a-t-elle fermé ses archives de peur que, au point que l'invité en la circonstance publia d'abord de l'écriture, *Paris avec chat-sans-gouttière* puisque de l'épée de Legba (réputée ouvrir les barrières non pas absoudre la déshumanisation), la superstition siège, il faut un drame imaginaire *dramatique haïtien.*

Deuxio, série d'illustrations comme s'il venait de lire sur Picasso, lâchant P. Obin, *se voyant déjà en haut de l'affiche*. En effet l'affiche l'eut accueilli dans les murs de l'ancien *abri* de Dag *dag* (Hammarskjöld), près des ormes de Central Park, d'après le récit critique de Fernand Legros. D'où, risque à l'imaginaire de Biden, par Karine J.P.

Relecture intérimaire

Ce n'est pas le concours de circonstances, c'est de choix le vide diplomatique que vit le monde global malade de la russophobie américaine comme modèle de réussite post Trump, à DC. Québec-*inc* a devancé les Nations Unies qui *baptisaient* le vernissage le lendemain vécu du Canada, car c'est la guerre, sans mandat, de Trudeau, et la France a perdu sa cire avec tous mensonges de Macron. Legault mise alors en aveugle dans la hâte de se faire *petit pays* au Conseil par ses frontières. Diplomatie dès lors avec le Canada pour faire vibrer le *franc-joual outremur* par Dany Laferrière l'académicien [*quand l'ante-académicien posa nu vendant ses fesses pour faire voir sa face, croyant que « cela passera, c'est un simple magazine »*]. Camille Robitaille est-elle donc celle qui révèle l'énigme de la diplomatie QC, qui a rencontré la Reine mère de la diaspora africaine, Dr Dòwòti Désir Ph.D., *vue vécue par Macfrédel, par Marcelle, par Gex ?*



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:31 AM Page 5

CÉRÉMONIES DE COLLATION DE DIPLÔMES

Les filles et fils de la communauté haïtienne en vedette

Par Léo Joseph

D'une manière générale, aux États-Unis, l'été est la période consacrée aux cérémonies de remise de diplômes, les parents haïtiens en profitent pour afficher leur fierté voyant leurs progénitures parvenues, victorieuses, au bout de leurs études. À coup sûrs, des centaines de familles haïtiennes étaient à ce rendez-vous, cette année encore. À *Haïti-Observateur*, l'occasion nous est offerte de couronner de lauriers trois jeunes et d'adresser des compliments à leurs parents.

Judenique B. Auguste diplooômée ingénieure.

Tout d'abord, nous avons le plaisir de saluer Judenique B. Auguste, fille cadette des époux Claudy Brien Auguste. Au terme de son cycle d'études en génie électrique et informatique, à Carnegie Mellon University, une des plus prestiges institution dans cette catégorie, au le monde, elle figurait parmi cette cuvée de femmes et d'hommes de science œuvrant pour l'avancement de la connaissance en général, dans leurs domaines respectifs.

À la cérémonie de remise de diplômes, le 15 mai 2022, Judenique exhibant une banderole aux couleurs nationales d'Haïti, a voulu, en signe d'affection et d'honneur à ses parents, afficher la fierté haïtienne. Son père a souligné comment elle a visité le pays d'origine de ses parents, au moins une fois, dit-il. Avant que la dégradation totale de la situation sociopolitique de l'ancienne Perle des Antilles n'ait atteint son niveau actuel.

Maîtrisant fort bien les mathématiques, au cours des deux dernières années à Union High School, à Union, New Jersey, elle dispensait des cours de rattrapage, dans cette discipline, aux écoliers, en classe fondamentale. En sus de jouer ben à la flûte, et de faire dans la danse (ballet) et la natation.

Judenique a pour père le journaliste Claudy B. Briant, éditeur de l'organe de presse en ligne *Rezo Nòdwès*.

Mardelenne L. Joseph

Incontestablement, les parents haïtiens ne sont pas en reste, par rapport à l'éducation de leurs enfants. Aussi consentent-ils de lourds sacrifices pour assurer le financement des études avancées de ces derniers. Chaque année, à la saison des remises de diplômes, les jeunes Haïtiens sont bien présents au rendez-vous.

Mardelenne L. Joseph

Nous signalons aussi la présence de Mardelenne L. Joseph, future avocate, qui vient d'être diplômée de Hofstra University, à Hempstead, Long Island (Nassau County).

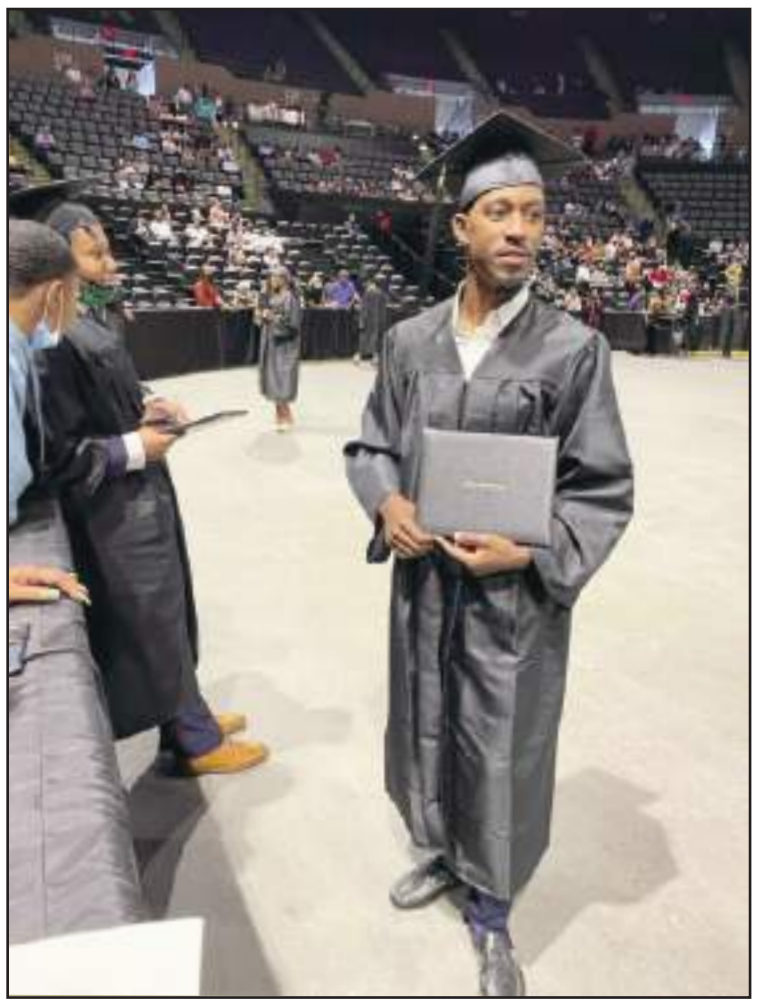
Ses parents, Dumel Joseph et Pierre Lucienne Lespérance, ont été fiers de suivre des yeux leur fille parmi les milliers de récipiendaires du parchemin sanctionnant leurs quatre années d'-études, à cette institution de hautes études, le samedi 22 mai écoulé.

Dotée d'une ambition à toute épreuve, Mardelenne braque son regard sur un objectif qu'elle entend atteindre à tout prix. Aussi tiendra-t-elle la permanence à Hofstra, en quête d'un doctorat en droit. Assurément, Pierre Lucienne Lespérance et Duval Joseph seront encore présents, dans le cadre de la cérémonie qui marquera éventuellement la fin des études juridiques de leur fille.

Clark Barlatier jr

Clark Barlatier jr est le troisième récipiendaire de diplôme de fin d'études dont le cas a été signalé, dans le cadre de cette rubrique. Celle-ci accueillera un plus grand nombre, au fur et à mesure que la Rédaction en sera informée.

Le jeune Barlatier jr, fils des époux Clark Barlatier (Mme née Nancy Himely) faisaient partie des diplômés de Nassau Community College, lors de la cérémonie qui s'est tenue le dimanche 23 mai.



Clark Barlatier ju, après avoir reçu son diplôme.

Employé de Transportation Security Administration (TSA), fonctionnant sous l'autorité du Department of Homeland Security (Administration de la sécurité intérieure), Clark Barlatier jr a concentré ses études sur la criminologie. Il compte continuer sa spécialité dans ce domaine, y compris tous les aspects du maintien de l'ordre.

Avant qu'il ne soit diplômé de Nassau Community College, il avait postulé au Metropolitant Transit Authority, New York Port Authority et Nassau County Police Department. Il avait, auparavant, sollicité admission au U.S. Customs. La réponse de cette dernière entité à sa demande, coïncidant avec la fin de ses études, à Nassau Community College, lui accordait un délai d'à peine six jours pour regagner le poste proposé en Californie où il allait intégrer la Patrouille frontalière. Dans de telles conditions, il a dû renoncer à l'idée de répondre à cette invitation. Clark Barlatier jr dit rester à la disposition des autorités fédérales, locales, municipales et du comté de Nassau, qui sont susceptibles de faire appel à lui à tout instant.

Compliments à Judenique B. Auguste, Mardelenne L. Joseph et à Clark Barlatier jr, ainsi qu'à leurs parents qui les ont accompagnés tout au long de ce long et difficile périple intellectuel couronné de succès ouvrant la route à des carrières professionnelles remarquables. La même occasion est également offerte aux autres parents soucieux de faire remarquer leurs enfants, à ces occasions spéciales.

Clark Barlatier jr, en compagnie de sa soeur, Dayana Christie Mason, sa mère Nancy avec son père Clark et son beau-frère, Yamani Mason.

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:31 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

San bonjan netwayaj, pa ka gen chanjman ann Ayiti

M ap fè yo tout konpliman paske mwen wè finalman prèske yo tout vin twouve yo sou menm kote mwen kanpe a depi kèk tan, jiskaske nan dat 8 septanm lane pase, mwen te tèlman ennève pou lafason tout otorite yo, kit sa lakay yo, kit se lòt yo ki gen non « Kominote Entènasyonal », t ap trete peyi a. Se lè sa a mwen te ekri: ***« Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti! »***

Kounnye a, se prèske tout mounn k ap di fòk kesyon gang nan regle, paske se sa ki lakòz Ayiti tèt anba. Sa vin pi mal de jou an jou. Epi men y ap diskite kisa pou yo fè ak sitiyasyon Ayiti a. Depi lane 1993, lè ekip Nasyon Zini (ONU) yo te kòmanse ak misyon sesi, misyon se lòtbò, ann Ayiti, chak lè manda tèl misyon te pral fini, fòk yo te jwenn youn eskiz pou yo kontinye fè lajan sou do peyi a. Poutan, anyen pa janm regle.

Se poutèt sa, gwo chabrak nan òganizasyon ki chita nan Nouyòk la, ekip ki rele Konsèy Sekirite a *(Conseil de Sécurité)*, te reyini jedi pase, 16 jen, pou deside kijan yo pral kontinye ak menm penpenp lan ki vin lage peyi a nan tchoubounm li ye la a. Men anvan pou yo pran okenn desizyon, fòk yo tande rapò ofisyèl sou kijan sa ap dewoule ann Ayiti. Se konsa reprezantan Sekretè Jeneral ONU ann Ayiti a, Manzè Helen Ruth Meagher La Lime, ki anchaj *« Bureau Intégré des Nations Unies en Haïti »*, sa yo rele BINUH a, te bay youn rapò byen detaye sou kijan sa ye bò lakay.

Pa gen fason mwen ka bay tout rapò Manzè La Lime nan, men alapapòt, li fè konnen sa pa bèl ditou. Apre l te fin salye tout moun, li te di youn bann bagay ke anpil nan nou konnen deja, men ki gen tout enpòtans yo lè sa soti nan bouch reprezantan ONU a. Li te pale an angle, mwen menm mwen pral ban nou enpe an kreyòl nan sa l te di yo. Gwo zen, mezanmi:

Manzè La Lime, vous avez la parole !

« Sitiyasyon an deteryore, akòz maladi COVID-19 la ki oblije otorite yo deklare ke kesyon lasante a pi enpòtan pase tout lòt bagay. Akòz de sa, yo fè youn kanpe sou kesyon referandòm Konsèy Elektoral la t ap prepare a, ki te fèt pou pare nan fen mwa sa a (mwa jen an wi). *Epi batay ant gang yo lakòz deplasman dè santèn de fanmi nan bidonvil, zòn pòv nan Pòtoprens yo, ki vin lakòz ensekirite vin blayi nan tout sosyete a".*

Anplis de sa, li di : *« Pa gen anyen ki regle nan pale ansanm ki t ap fèt ant plizyè gwoup pou yo rive vin gen youn tèt ansanm sou gwo kriz politik k ap boulvèse peyi a depi plis pase 4 lane. Kesyon de jwenn youn antant politik vin pi difisil toujou, paske se toya younn ap voye sou lòt ».*

Apre l pase sou plizyè aksyon ki montre kijan transfè pouvwa pa t ka fèt nan mwa fevriye ki sot pase a, li retounen ak kesyon gang yo. M ap kite l pale : *« Diran kèk mwa ki sot pase yo, gang yo fè de bagay kont popilasyon an, abize dwa yo kòm mounn. Ant premye Fevriye ak 31 Me, kriminèl yo touye 78 mounn, san konte youn bann kadejak yo fè. Akòz vyolans yo dekrete nan kèk zòn, se plis pase 16 mil (16 000) mounn k*

Elèn Miger Lalim

oblije kouri kite kay yo nan plizyè zòn nan Pòtoprens lan, tankou nan Ba Dèlma, Bèlè, Matisan, Taba-Isa, ak Tousen Brav. Se san rete sa ap fèt depi kòmansman lane a".

Selon Manzè La Lime, pa gen ase Polis pou pwoteje tout popilasyon an. *« Sa parèt byen klè »*, li di, *« lè nou wè kijan ensekirite ap blayi tout tan, epi Polis la pa ka regle kesyon an »*. Li di : *« Se prese prese, pou n jwenn youn strateji pou regle sa".* Yo deja ap travay sou sa. Li menm di ke *« Egzekitif la panche sou kesyon zam k ap sikile nan peyi e y ap travay sou lwa pou mounn ki pral kapab enpòte zam »*, kivedi achte yo aletranje epi fè rantre ann Ayiti. Se sa k penmèt gang yo jwenn tou sa yo bezwen pou konmèt tout vye zak nou konnen yo. Fò m ajoute ke se yo menm nan Kominote Entènasyonal la ki te dakò pou Prezidan Aristid kraze lame, apre l te tounen ann Ayiti le 15 oktòb anba pwoteksyon 20 mil (20 000) solda ameriken. Epi nan mwa janvye 1995, li kraze lame pou te penmèt li monte gang pa l yo ki te rele ***chimè.***

Manzè Lalim touche keson Lajistis, ki sanse fè pwogrè pou penmèt malere ka jwenn jistis jansadwa. Epi pral gen refòm nan Lajistis. Se sa l di. Men nou pa konprann kijan ou ka vrèman fè refòm nan Lajistis, lè Minis Lajistis la, li menm, li se youn ansyen prizonnye nan lane 1997, ki te pran kout prizon an lè l te jij nan Miragwán epi yo te kenbe l nan konfyolo ak dwòg dilè nan Aken, ki te depann de depatman jistis li a. N ap pale de *Berto* Dorcé, ki te chanje non l apre kout prizon an. Anvan se te *Berteau* Dorcé. Jan pawòl la di, *"Chen ki abitye manje ze, menm lè w chode dyòl li ak ze tou bouyi, se nan manje ze l pral tounen ».*

Petèt se akòz youn bann otorite ki nan gwo plas, men ki pa fèt pou la ki fè Manzè La Lime vini sou kesyon ***« enpinite a ».*** Sa nou ka rele *« kase fèy kouvri sa »*. Yo toujou la byen fèm, pèsonn pa ka manyen yo. Li menm bay egzanp de sa l ap pale a. Li site ka Mèt Dorval la, avoka ki te prezidan òganizasyon avoka Bawo Pòtoprens la. Kivedi Monferrier Dorval, ki te ansasinen bò kay Prezidan Jovnèl Moyiz la (Jovenel Moïse), nan Pèlren 5, nan dat 28 out (dawou) lane 2020 an. Se te anvan prezidan an, li menm, te vin jwenn ak lanmò pa l, sou menm ri a, 11 mwa pita. Epi gen mounn ki di « sa w simen se sa w rekòlte!"

Antouka, jouk kounnye a, yo bliye Mèt Dorval. Men y ap plede rele « Jistis pou Jovnèl Moyiz! » Kivedi avoka a se youn chen mechan ki te merite sa l jwenn nan? Se pa La lime ki di sa non, se mwen menm k ap pale. Men chèf BINUH a lonje dwèt sou lòt ka pou montre kijan ***« enpinite »*** a anfòm toujou. Yo pran pòz yo bliye masak Lasalin nan lane 2018

Sekretè Nasyon Zini an Antonyo Gouterès

ak masak Bèlè, nan lane 2019. Pawòl ki sot nan bouch li.

Menm si sitiyasyon an rèd anpil, Manzè La Lime di òganizasyon Nasyon Zini nan peyi a, ke li menm l ap dirije, travay *"men nan men ak otorite yo, pou jwenn solisyon a youn bann pwoblèm, tankou* ***enpinite*** *ak* ***kòripsyon".*** Li travay tou pou jwenn sekilfo, *"youn montan de san katre-ven dizuit milyon (198 000 000,00 $) pou ede youn milyon senk san mil mounn (1 500 000) ki nan bezwen".* Sandout l ap pale de mounn nan Sid peyi a ki te pran gwo kou nan tranbleman d tè 14 out (dawou) lane pase a. Men sitiyasyon an pi rèd toujou, paske pou tout peyi a se 4 milyon 900 mil moun (4 900 000) k ap bezwen èd, e nan pami yo se 4 milyon 500 mil (4 500 000) ki bezwen l kounnye a menm, tank y ap mouri grangou.

Nou ret tann pou n tande kilè reprezantan Sekretè Jeneral ONU an te pral pale de chofè l, osnon youn lòt nan anplwaye l yo, ke gang te kidnape gen youn mwa de sa. Konbyen lajan li te debouse pou gang te lage mounn pa l la. Nad marinad! Èske se paske li pa vle montre ke menm li menm li viktim gang yo tou, ke bagay yo depase lèbòn, sa al twò lwen? Osnon se lawont k ap touye l?

Men lòt diplomat foure bouch nan kesyon ensekirite a

Enben se Jean Victor Généus, minis Afè Etranjè Ayiti a, ki te patisipe nan reyinyon Konsèy Sekirite a, ki di sitiyasyon ensekirite Ayiti a depase lèbon. Koute msye : *« Kidnaping ap fèt adwat agòch ». Se pa sitwayen òdinè ase, men diplomat etranje tou. Menm mounn k ap travay pou Nasyon Zini pa egzan ».*

Se akòz de sa, li mande pou gen youn fason pou ede Lapolis

Anbasadè Brezil nan Nasyon Zini Ronaldo Costa Filho.

Ayiti byen vit, paske li pa ka fè travay la pou kont li. Men solda Nasyon Zini pa bezwen debake. Toutfwa, fòk Polis Ayiti a jwenn zam ak machin blende kilfo pou yo fè travay la. Se pa posib ke *« gang yo jwenn tout zam yo genyen yo nan kontrebann ». . . . Fòk sa fèt prese, prese, nan jou k ap vini yo, pa nan kèk semèn, ni nan kèk mwa ».* Pou l fini, li di : *« Se pou patnè entènasyonal nou yo pote bonjan sipò, pou nou met fen a youn sitiyasyon ke nou pa ka sipòte ankò ».*

Anbasadè Brezil la pale byen klè tou sou kesyon gang nan, youn fason ki ka fè Manzè La Lime youn ti sans wont. Ronaldo Costa Filho, reprezantan peyi l nan Nasyon Zini, ki pral prezidan Konsèy Sekirite a apati mwa pwochen, montre jan san rèd ann Ayiti. Msye di li te panse vizite Ayiti mwa pwochen an anvan yo vote sou ki desizyon y ap pran sou manda BINUH a. *« Men kondisyon sekirite ann Ayiti a youn tèl pwen, epi BINUH pa gen sekilfo pou garanti sekirite misyon an. Kidonk, mwen kwè m ap kite sa tonbe ».*

Kanta pou Jose Blanco, ki se anbasadè Dominiken nan ONU, li di mounn ki te reyini nan Konsèy la, malgre sa anbasadè Ayisyen an di yo pa bezwen twoup desann ann Ayiti, li menm li wè sa youn lòt fason. Li raple yo ke nan lane 2017, lè yo t ap ranje pou solda MINUSTHA yo kite Ayiti, Repiblik Dominikèn te di yo sa pa t dwe fèt jan yo t ap fè l la. *« Jodi a n ap rekòlte èrè nou te fè yo. »* Epi san manmòte, msye di : *« Se byen klè ke Polis Nasyonal Ayiti a pa gen kapasite pou mete lòd nan peyi a epi kontwole tout bann gang sa yo k ap toupizi popilasyon an ».* Pou li menm, *« Se youn fòs lapè ki pou debake tousuit. Se sèl fason pou nou stope vyolans la epi mete youn fen a sitiyasyon sa a ki depase lèbòn, ki ka lakòz youn rivyè san koule, avèk bann gang kriminèl sa yo epi mounn ki ka pran lari, al dechèpiye magazen, paske y ap mouri grangou ».*

Kote misyon Nasyon Zini yo te ye pandan mesye yo t ap òganize gang yo ?

Men ki sitiyasyon ki vin devlope ann Ayiti depi Nasyon Zini debake nan peyi a nan lane 1993, lane pwochèn nan pral fè 30 an. Se devan je yo tout ke gang yo te òganize, an kòmansan pa gwoup chimè yo sou Jan-Bètran Aristid (Jean-Bertrand Aristide), vin fini sou nouvo ti gang chèf « Bandi Legal » la Michel/Michael Joseph Martelly ak bra dwat li Laurent Salvador Lamothe. Anvan yo te kite pouvwa a, yo te pase gang yo bay « Nèg Bannann nan" ki te vin met kanpe « Federasyon Gang », avèk « Jenneral » Jimmy Chérisier (Barbecue), anchaj gwoup « G-9 an Fanmi an ak Alye a ». M ap tann pou yo vin demanti m, osnon asiyen m, trennen m nan tribinal, paske m ap voye toya sou yo!

Alò, men pouki sa mwen di si vrèman pral gen okenn chanjman ann Ayiti, premyèman fòk nou fini ak kesyon gang sa a. Anmenm tan tou, fòk gen youn gwo kout bale ki bay pou netwaye peyi sa a, e menm itilize gwo dezenfektan, pou wete tout movèz odè bann ekip ansasen ak kravat sa yo, bann malfektè, vòlè ofisyèl ki pa wont di se « Bandi Legal » yo ye. Pèsonn pa fèt pou bliye ke se bandi ofisyèl yo, ki te anchaj pouvwa ann Ayiti, ki kreye tout ti bandi yo ki vin depase yo tout, ki gen dwa fè dap piyan sou Palè Jistis nan Pòtoprens. Pi devan, se sou Palè Nasyonal y ap mache, pou etabli pouvwa yo ofisyèlman.

Fòk gen youn leve kanpe toupatou pou nou fè yo rache manyòk yo, bay tè a blanch! Si se pa sa, Ayiti ap efondre, desann nan lanfè. Ala youn wont entènasyonal! Gade kijan premye Repiblik Nwa sou latè vin tounen sa n ap konstate la a! Enben, menm jan zansèt nou yo te fè pou n te soti anba lesklavaj, mwen di: ***Grenadye alaso, sa ki mouri zafè a yo!***

TiRenm/
Grenn Pwonmenn
22 jen 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:31 AM Page 7

HAPPENINGS!

Continued from page 1

elsewhere, due to gang activities. Sounds of the rattling heavy weapons have kept people at home. Meanwhile, that same Monday the kidnapping of the well-known entrepreneur Richard Guirand at his place of business at Delmas 33 caused a major demonstration, paralyzing all activities in that Port-au-Prince suburb.

Such is life in Haiti, where no one is spared, whether Haitians or foreigners, students, reputable businesspeople or the ambulatory merchants. Thus, reporting about kidnappings or killings in resisting abduction has become a repetitive and common occurrence, something banalized. For example, on Wednesday, June 15, Police Division Inspector Robert Médard was assassinated in Croix des Bouquets while at the wheel of his vehicle. He was felled while reacting to armed individuals who were attempting the kidnapping of a gas station owner at *Carrefefour Marassa*. At that same spot, on May 27, the policeman Anéus Ketcham was assassinated.

Understandably, the question of what to do with the gangs has become the main subject of discussion regarding Haiti, especially at a special session of the UN Security Council last week. See the Editorials, on pages 10 and 11 for a more thorough coverage of this and the position of the *Haiti-Observateur* editors on the issue.

The evolution of our modern gangs sponsored by Haiti's presidents

Whereas Haitian politicians have resorted to gangs to impose their will over the years, the actions of certain presidents, from the 1950s to the present, retain our attention. François "Papa Doc" Duvalier began with his *"Cagoulards,"* from *cagoule* in French, the cover they used to hide their face. Eventually, they became the *"Tontons-Macoute,"* (TTMs), the gestapo-like police, whose signature became their dark glasses. They turned Haiti into a vast cemetery and caused the flight abroad of the majority of professionals and intellectuals, something referred to as the era of the brain drain out of Haiti. The far-flung Haitian Diaspora now is the result thereof. Also, the TTMs, Duvalier's private militia, allowed him to eclipse Haiti's Armed Forces, something that will be mimicked by some of his successors.

Following the fall of the 29-year dictatorship in 1986, the era of unbridled democracy started. Following a turbulent period that lasted about four years, in 1990, the first woman president of Haiti, the Supreme Court Judge Ertha Pascal Trouillot, organized the first free and democratic elections in Haiti's recent history which the poor priest of St. Jean Bosco, Jean-Bertrand Aristide easily won on December 16, 1990. I will never forget the statement I made to a colleague at that time: "Unfortunately, we've had the first democratic election, but a democrat didn't win!"

Indeed, President Aristide ran afoul of forces that considered him a terrorist when he decided to

Police Officer Anéus Ketcham, another victim of the gangs.

unleash his hordes against those in the highlands when he egged them to ***"go-give-them-what-they-deserve,"*** in a staccato delivery reinforcing the threatening message. The army coup of September 29, 1990 ensued. Thanks to President Andres Perez, of Venezuela, who sent an aircraft for his departure, President Aristide landed in Caracas. But he preferred refuge in Washington, the base of the *"Zwazo Mechan,"* the "Wicked Birds" of his previous vitriolic preaching. In the American capital, with funds aplenty at his disposal, he practiced corruption at a high level and made himself "friends" galore.

For those who may think I'm maligning their "hero," let them know that the issuance of passports for Haitians abroad, even from the Dominican Republic, next door to Haiti, was done from Washington, on orders of Aristide and that continues till today. When I became the Chargé d'Affaires in Washington in April 2004, I cleaned up the financial mess made of the passport fund which, again, is a source of scandal.

Anyway, on the return of President Aristide to Haiti, thanks to President Clinton who dispatched some 20,000 U.S. soldiers to take him back to Port-au-Prince on October 15, 1994, after his three years of a golden exile, Aristide avenged himself against the Haitian army by disbanding it, unconstitutionally, in January 1995. He had international backing to carry out his coup. Whereupon the Haitian National Police (HPN) was formed.

In addition, the former priest-turned-politician set up his gangs, the infamous *"Chimères,"* with distinctive names like *"Lame Balé Wouze"* (Clean Sweep Army), *"Lame Ti Manchèt"* (Little Machetes Army), "Lame Dòmi nan Bwa" (Sleep in the Woods Army), *"Lame Sadam Ousenn"* (Saddam Hussein Army), *"Lame Wouj"* (Red Army), even *"Lame Kanibal"* (Cannibal Army). In the last analysis, that last one turned against him, joining the rebels in 2003 that were advancing on Port-au-Prince from the north, when the president was whisked off into exile on February 29, 2004. Forget about the "kidnapping" fairy-tale story of Aristide, who was complicit in it, as I have explained in my book *For Whom the Dogs Spy. . . .*

A new variant of gangs with the establishment of PHTK rule

The interim government Alexandre-Latortue (2004-2006) dealt a big blow to Aristide's *"Chimères,"* a policy that was followed under the second presidency of René Préval (2006-2010), Aristide's former Prime Minister.

However, under the rule of the PHTK, the Bald-Headed Political Party of the self-styled "Legal Bandit" Michel/Michael Joseph Martelly, a new variant of gangs became the norm. Although there was a military US arms embargo on Haiti since the disbanding of the Armed Forces, Lamothe arranged to get weapons for the "little bandits" that have grown powerful and expanded throughout the land today.

Such is a brief history of how we've gotten where we are, while under the supervision of various missions of the United Nations, beginning with the MICIVIH (International Civilian Mission in Haiti), converted into UNMIH (United Nations Mission in Haiti), giving way to the all-powerful MINUSTAH (United Nations Stabilization Mission in Haiti), that passed the baton to MINUJUSTH (United Nations Mission for Justice Support in Haiti), ending with the current BINUH, (French acronym for United Nations Integrated Bureau in Haiti). And Haiti has hit rock bottom, now overrun by gangs challenging all, including foreigners, even employees of the United Nations who aren't exempt of being kidnapped for ransom.

Could gangs gain as much prominence in the United States?

Following the Hearings of the January 6 Select Committee of the US House of Representatives on the missed coup d'état of former President Donald Trump, I see a pattern whereby the Proud Boys, Oath Keepers and other White supremacists would have eventually become recruits for a militia that a President/Dictator Trump would have set up to supplant or overshadow the Armed Forces and regular Police in this country. Hitler and Mussolini succeeded in doing so in Germany and Italy. Fortunately, the institutions of this country rose to the challenge and blocked the coup.

We tip our hat to Vice-President Pence, who managed to escape the mob that was yelling ***"Hang Mike Pence."*** Under protection, only 40 feet away from his

Jimmy Chérizier, the commandant of the federated gangs.

assassins, who already had the scaffold erected for his execution, he was able to carry out his duty on the evening of January 6, 2021, thereby remaining true to the Constitution he swore to uphold. After all, the national elections provided Joseph "Joe" Biden a victory of seven (7) million more votes over his opponent, and the Electoral College confirmed that with 306 votes for Biden against 232 for Trump, whereas only a score of 270 is needed for victory.

Till now and until he departs for his eternal home, Mr. Trump will keep repeating that the 2020 election was "stolen" from him. Considering that money is a great motivator for him, he managed to benefit from the "Election Steal" by organizing his own "stealing" from the believers who, according to the records, contributed some $250 million for his campaign to continue the fight to annul the elections even after losing some 62 court cases, including in courts under judges he had appointed.

Stay tuned for more bombshells as the Hearings of the January 6 House Committee continue. The latest was held yesterday, Tuesday, June 21, and two more are scheduled to take place before the end of the month.

The reappearance of a gang chief preaching revolution now!

With gang news taking precedence over everything, Jimmy Chérizier, aka Barbecue, the police officer-turned-gang leader, reappeared after months in hibernation, and has declared war against all, as he calls on his armed followers to ***"Go get what is yours!"***

Since other gang leaders have gone into action, as shown above, Barbecue, head of the "Gang Federation" that had been facilitated by the slain President Moïse, has reappeared in a video making the rounds on social media as of this week. Surrounded by a crowd of machete-wielding and gun-toting enthusiasts, he harangued them by stating, ***"The system of exploitation has come to an end,"*** repeating it three times, to wild ovation.

He accuses the PHTK ruling party of *"wanting a referendum and elections for their own interests,"* while assailing the *"opposition which wants transition just to steal. All the bourgeois benefit from franchises and pay no tax. In the final analysis, we the people are left alone to bear the burden."*

He pauses to catch his breath. Then picking up his long gun, he paraded it up in the air, while those with machetes and guns lifted theirs also. He asserts, that *"the scenes of recent pillaging are the result of the people suffering from hunger, in the misery in which they live. I am encouraging them to go out and get what's theirs. It's our money which is in the banks. It's our money in the markets. It's our money in the car dealerships. Go get what is ours!"* The applause is deafening.

And he shouts out ***"Take up your arms! The Revolution has started!"*** This becomes an instant ditty, with the refrain: ***"Freedom or Death!"***

Harking back to the days when Aristide was the revolutionary, using similar language. And now . . .

A little over a decade ago, when President Aristide came back from showing off his linguistic acumen by speaking in several languages, including Hebrew, from the lectern at the United Nations Assembly in September 1990, he didn't rush from the Port-au-Prince airport to the National Palace where the diplomatic corps was waiting to welcome him back home. Instead, he asked his staff to dismiss the diplomats, excusing himself because he had to talk to his people. He went to Cité Soleil, the vast shantytown north of city center, with a message to his followers: *"When you feel the heat of the sun under the sole of your feet, look up to the hills and go give-them-what-they-deserve,"* in that staccato delivery, as we previously mentioned. That brought about the army coup against him.

Today, Aristide, the multi-millionaire is probably seen by the Barbecues, the Izos, the Ti Laplis, the Crislas and other gang leaders as those bourgeois "in the hills" that the revolutionary priest was targeting back then. Does he feel threatened now by the language of a Jimmy Chérizier who asserts that "The Revolution has started?"

And what will be the response of the de facto Prime Minister Ariel Henry, as he's being challenged publicly by the gangs on all fronts? What negotiations are taking place surreptitiously to even keep in office for official recognition of the new power brokers in Haiti? Stay tuned.

RAJ
22 June, 2022
raljo31@yahoo.com

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 8

LIVRES en folie
28 ÉDITIONS
DU 13 AU 19 JUIN 2022
Vente online
www.livresenfolie.com
ÉDITIONS HENRI DESCHAMPS
Auteur : Eddy Cavé
Titre du livre
Haïti : Extermination des Pères fondateurs et Pratiques d'exclusion

VAKSEN YO RAPWOCHE NOU
Vaksinasyon pwoteje ou pou w pa vin malad grav ak COVID-19.
PRAN VAKSEN EPI RETE AJOU AVÈK RAPÈL OU YO.
Pou jwenn yon kote k ap bay vaksen, ale sou nyc.gov/vaccinefinder oswa rele 877-829-4692.
NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY
NYC Health
Eric L. Adams Majèstè
Ashwin Vasan, MD, PhD Mèsèn Komisyon

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 9

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 10

ÉDITORIAL

Trop c'est trop, le gouvernement se faisant chasser par les gangs !

Le vendredi 10 juin, comme nous l'avons déjà rapporté, le gang « 5 Secondes », dirigé par Izo, a pris le contrôle du Tribunal de première instance (TPI), logé dans l'ancien quartier chic du Bicentenaire, au bord de la mer, à Port-au-Prince, ci-devant siège de l'ambassade américaine, avant qu'elle ne soit transférée, en 2008, à Tabarre, banlieue de la capitale haïtienne, désormais également sous la menace des gangs.

Une semaine s'est à peine écoulée, depuis que, le jeudi 16 juin, des gangs ont pris le contrôle de l'Autorité portuaire nationale, connue sous son acronyme APN, tuant une personne et blessant deux autres au passage. La semaine précédente, lors de l'opération lancée contre le TPI, les juges, le personnel de l'institution, les avocats et d'autres personnes ont été évacués en toute sécurité. Cependant, les envahisseurs y sont restés, pendant toute une semaine, emportant le meuble dont des pièces étaient mises en vente au Champ de Mars, à proximité du Palais national. Par ailleurs, des documents légaux et judiciaires ainsi que des papiers importants ont été enlevés, dont certains brûlés publiquement.

Voilà deux actions des plus spectaculaires menées par les malfrats durant deux semaines consécutives. Au point que d'aucuns disent s'attendre à ce qu'ils dirigent leur prochaine action contre le Palais national. Car des personnes y travaillent toujours, en dépit de l'absence d'un président depuis le 7 juillet de l'année dernière, date à laquelle le chef d'État de facto, Jovenel Moïse, a été assassiné. Il était victime d'un assassinat brutal, dans la chambre à coucher de sa résidence, hautement sécurisée, à Pèlerin 5, dans les hauteurs de Pétion-Ville, banlieue élégante de Port-au-Prince. En l'état actuel des choses, les gangs pourraient même tenter de déloger le Premier ministre de son bureau, à moins que soit conclu un accord visant à donner l'apparence d'un gouvernement fonctionnant régulièrement. Cela est loin d'être farfelu, d'autant plus qu'on pense que les gangs armés sont de mèche avec le Premier ministre.

Dans la mesure où les criminels contrôlent désormais une grande partie du territoire national, notamment les régions avoisinant la capitale, la République d'Haïti n'existe plus. Par exemple, tel que souvent signalé dans ces colonnes, depuis le 1er juin 2021, les gangs se sont établis à Martissant, banlieue sud de Port-au-Prince, porte d'entrée des régions du Grand Sud d'Haïti accessibles par la Route nationale numéro 2. Imaginez que quatre départements, comme on appelle les 10 mini-États du pays, ont été coupés de la capitale, c'est-à-dire : Sud, Sud-Est, Grand'Anse et Nippes. De plus, trois villes du département de l'Ouest, relevant administrativement de Port-au-Prince, sont également isolées de Port-au-Prince.

Le fait par le gouvernement central, sous la direction du Premier ministre Ariel Henry, de rester indifférent à l'impératif de chasser les hors-la-loi de Martissant, depuis son arrivée au pouvoir, le 20 juillet 2021, a été dénoncé avec véhémence par des voix autorisées, en Haïti. En tout dernier lieus, on soulignera le communiqué de l'Association des industries d'Haïti (ADIH). Celle-ci indique que *« l'insécurité perdure et atteint des proportions auxquelles nul ne s'attendait »*, tout en ajoutant *« le pays est dans le gouffre »*. Car les gangs opèrent en toute impunité, empêchant les citoyens de vaquer à leurs occupations, et causant souvent des pertes tragiques en vies humaines.

Le gouvernement est appelé à assumer ses « *responsabilités* » à l'égard d'une « *population abandonnée à elle-même* ». Incroyablement, le « *gouvernement assiste impuissant au délabrement de toutes les instances publiques où tout est hors contrôle* ». Il est impératif de « *rétablir incessamment l'ordre et la sécurité dans le pays livré aux mains des bandits* ».

L'ADIH attire l'attention sur la fermeture définitive de plusieurs entreprises pour cause d'insécurité permanente. Il est inquiétant de rappeler les faits suivants : « *L'Administration générale des douanes (AGD) est perpétuellement en grève, paralysant le cours des activités de ses membres, des importateurs et des exportateurs* » Et de dire : *« À tout cela s'ajoute la Douane qui est dysfonctionnelle, menant à des raretés et produits de première nécessité, occasionnant également des pertes graves liées à l'impossibilité d'exporter la production nationale; la pénurie constante de carburant; les actes de kidnapping les vols journaliers de gangs, entre autres »*. Pour conclure : *« La population est arrivée à bout! »*

À noter également, en ce qui concerne la suppression des activités commerciales et industrielles en Haïti, Gregory Brandt, président de la Chambre de commerce et d'industrie franco-haïtienne, avait déclaré précédemment : « *Au cours de l'année fiscale 2021-2022, Haïti a perdu USD 250 millions $ en raison d'investissements haïtiens en République dominicaine* ».

La situation des gangs armés, en Haïti, a été discutée lors d'une session spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU, jeudi dernier, 16 juin, au cours de laquelle Helen Ruth Meagher La Lime, la représentante spéciale, en Haïti, du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a présenté un rapport détaillé sur les événements qui se sont déroulés dans ce pays. En tant que chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), elle voulait s'assurer que les ressources nécessaires lui seraient fournies, car le mandat du BINUH est appelé à se renouveler, pour une année supplémentaire, à compter du 15 juillet.

Mme La Lime a noté « *qu'une recrudescence de la violence inter-gangs a provoqué le déplacement de centaines de familles dans plusieurs quartiers pauvres de Port-au-Prince, en plus de renforcer le sentiment d'insécurité qui imprègne la société haïtienne*».

Bien qu'elle ait abordé des questions autres que les problèmes causés par les gangs, la référence aux bandes criminelles est revenue comme un leitmotiv, tout au long de sa présentation. En voici un extrait : « *Ces derniers mois ont été marqués par plusieurs incidents inquiétants et de graves violations des droits de l'homme perpétrés par les gangs contre les populations civiles. Entre le 1er février et le 31 mai, nombre d'agressions et de viols* ».

Elle continue ainsi : « *En outre, les épisodes répétés de violence des gangs ont entraîné le déplacement de seize mille personnes des quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince de Bas-Delmas, Bel-Air, Martissant, Tabarre-Issa et Toussaint Brave, dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, depuis le début de l'année* ».

Elle affirme : *« Il est du devoir des autorités haïtiennes de mettre fin à la violence, de protéger la population, d'assurer un libre accès humanitaire à ceux qui en ont besoin, de fournir une aide d'urgence à ceux dont la condition l'exige, notamment, en urgence aux déplacés, en plus de tenir les auteurs de ces actes responsables de leurs crimes*».

Considérant que le personnel onusien est officiellement déployé dans le pays depuis 1993, doté de diverses missions, soit « *d'appui à la justice* » et de la « *stabilisation du pays* », par le renforcement de la démocratie, il est déconcertant de prendre connaissance de la présentation de Mme La Lime. Surtout lorsqu'elle déclare : « *Alors que les effectifs de la police nationale haïtienne ne sont toujours pas proportionnels par rapport à la taille de la population du pays, l'état d'insécurité chronique souligne clairement les limites d'une approche de la question des gangs centrée sur l'application de la loi. Il est urgent d'adopter une stratégie plus globale pour s'attaquer à ses causes sous-jacentes* ».

Peut-on imaginer que ce n'est que maintenant, comme l'a souligné Mme La Lime, que « *(...) l'exécutif réalise des progrès notables dans la révision et le renforcement de la législation sur la gestion des armes et des munitions qui, une fois adoptée, contribuera à réglementer l'importation, l'achat et l'utilisation des armes à feu dans le pays* » ? De plus, après toutes ces années passées sous supervision de l'ONU, est-ce seulement maintenant « *pour assurer que l'opportunité d'un renouveau démocratique des institutions haïtiennes [aura lieu]; ... que le droit de chaque Haïtien de vivre dans un environnement paisible et stable soit respecté* » ?

Nous croyons fermement que les grands potentats de la communauté internationale, par le truchement des Nations Unies, sont responsables de l'état actuel des choses en Haïti. Ils ont regardé passivement, sinon aidé sournoisement, les différents gangs qui ont prospéré en Haïti, sous leur regard, à compter des chimères de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, à la nouvelle génération de bandits légaux mis en place par le « Bandit légal » auto-proclamé lui-même, l'ancien président Michel/ Michael Martelly, de concert avec son ancien alter-ego et ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe.

Il est donc urgent de débarrasser le pays de ces gangs. Car rien de bon ne peut être accompli en Haïti avec des criminels omniprésents, et prenant le contrôle du pays. Trop c'est trop! Prenons le taureau par les cornes. Il faut s'attaquer à ce problème ! maintenant !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sortie étroite
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 3943 0760 (c)
(509) 223-0765

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
17 rue de Cannes
12213 Joliette, Quebec J
Montréal H1M 2L7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. Entreprise doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
13 A Avenue Hoche, Ist Étt Apt. 41
93310 Le Pré St. Gervais France
Tel: (33 1) 48 83 28 10

ÉTAT-UNIS
1 an (1 year)
__ 48.00 $ US, pour six (6) mois
__ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
__ 553.00 FF, pour six (6) mois
__ 1008.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
__ 573.00 US, pour six (6) mois
__ 1100.00 US, pour un (1) an

EUROPE
__ 73 EUROS, pour six (6) mois
__ 126 EUROS, pour un (1) an
Mandat international payable en francs français

Nom/Name _____
Compagnie/Company _____
Adresse/Address _____
City/Ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat international

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 11

EDITORIAL

Enough is enough: The gangs chasing out the Government!

On Friday, June 10, as previously reported, the gang "5 Segond," under the leadership of Chief Izo, took control of the Court of First Instance in the formerly swanky neighborhood of *Bicentenaire*, by the sea in Port-au-Prince, where the American Embassy had its offices before the move, in 2008, to Tabarre, a suburb of the Haitian capital, now also threatened by gangs.

Not quite a week had gone by, when on Thursday, June 16, gangs took control of the National Port Authority, known by its French acronym APN, killing one person and wounding two others in the process. The previous week in the operation against the primary court in the capital, the judges, court staff, lawyers, and other people were evacuated safely. However, the gang authorities remained in charge during a whole week, taking furniture that were being pawned on the Champ de Mars, not far from the National Palace. In addition, court documents, and important papers were taken, some of which were burned publicly.

These were the two most spectacular gang actions in two consecutive weeks. Now many say they expect the gangs to make their next move against the National Palace. A staff still operates there, though there hasn't been a president since July 7 of last year, when de facto President Jovenel Moïse was assassinated in the bedroom of his highly secured residence at Pèlerin 5, in the hills above the swanky Port-au-Prince suburb of Pétion-Ville. As things stand, the gangs may even attempt to dislodge the Prime Minister from his office, unless an understanding is reached to keep the appearance of a regular government still functioning. Nothing far-fetched because it's believed that the gangs are in cahoots with the Prime Minister.

Considering that the criminals now control great swaths of the land, especially in regions surrounding the capital, there's no more Republic of Haiti. For example, as often mentioned in these pages, since June 1, 2021, the gangs have established themselves in Martissant, the suburb south of Port-au-Prince, the gateway to Haiti's Greater Southern regions reachable via National Highway # 2. Imagine that four departments, as the country's 10 mini states are called, have been cut off from regular traffic to the following: South, Southeast, Grand'Anse, and Nippes. In addition, three major cities of the Western department, administratively dependent on Port-au-Prince, have also been isolated from the capital.

That the central Government, under the leadership of Prime Minister Ariel Henry, hasn't done anything to dislodge the Martissant outlaws since he assumed power on July 20, 2021, has been denounced by authoritative voices in Haiti. The latest is the communiqué of the Association of Industries of Haiti (French acronym ADIH) pointing out that the situation continues to *"deteriorate with an increase in kidnappings,"* as the gangs operate with impunity and prevent the citizens from going about their business, often causing tragic loss of life.

The government is called upon to assume its *"responsibilities"* in regards to *"an abandoned population."* Unbelievably, a *"powerless government has lost control"* of everything. It should *"reestablish order and security in a country left to the whims of the gangs. . . . The situation has reached unheard of proportions with the country going down the drain."*

ADIH warns about several companies closing shop for good, due to permanent insecurity. Imagine the following: *"Customs have been dysfunctional for more than a month, causing lack of products of basic necessities, and losses from inability to export our own products. Moreover, it's the constant unavailability of petroleum products, added to the kidnappings and the thievery by the gangs. The population has had enough!"*

To be noted also, regarding the closing of commercial and industrial operations in Haiti, Gregory Brandt, president of the Franco-Haitian Chamber of Commerce and Industry, previously said, *"In fiscal year 2021-2022, Haiti lost $250 million from Haitians who invested in the Dominican Republic."*

The Haiti gang situation was discussed at a special session of the UN Security Council last Thursday, June 16, when Helen Ruth Meagher La Lime, the representative in Haiti of UN Secretary General António Guterres, gave a detailed report on developments there. As head of BINUH, the United Nations Integrated Bureau in Haiti, she was making sure that she would be provided the wherewithal as the mandate of BINUH is being renewed for another year, as of July 15.

Ms. La Lime noted *"a resurgence in inter-gang violence has caused the displacement of hundreds of families in several poor neighborhoods of Port-au-Prince and has deepened the sentiment of insecurity which pervades Haitian society."*

Though she dealt with issues other than problems caused by the gangs, reference to the criminal bands kept recurring throughout her presentation. To wit: *"These last months have been marked by several worrying incidents and serious human rights abuses perpetrated by gangs against civilian populations. Between 1 February and 31 May, these criminal groups were responsible for 78 homicides and countless assaults and rapes."*

She continued: *"In addition, repeated episodes of gang violence have resulted in the displacement of sixteen thousand people from the Port-au-Prince metropolitan area neighborhoods of Bas-Delmas, Bel-Air, Martissant, Tabarre-Issa, and Toussaint Brave since the beginning of the year."*

She asserts that *"it is the duty of Haitian authorities to end the violence, protect the population, ensure unfettered humanitarian access to those in need, provide emergency assistance to those in need, provide emergency assistance to those who have been displaced, and hold the perpetrators of such acts accountable for their crimes."*

Considering that the United Nations, officially in the country since 1993, with various missions, either to help with "justice" and "stabilize the country" through strengthening democracy, one is baffled by Ms. La Lime presentation. Particularly when she says: *"While the strength of the Haitian National Police is still not commensurate with the size of the country's population, the chronic state of insecurity starkly underscores the limits of a law enforcement-centered approach to the gang issue. A more comprehensive strategy to address its underlying causes is urgently needed."*

Can one imagine that it is only now, as Ms. La Lime said, that *"the Executive has made noticeable headway in revising and bolstering weapons and ammunitions management legislation which, when adopted, will help regulate the import, purchase, and use of firearms in the country?"* Also, after all these years of UN supervision, is it only now *"to ensure that the opportunity of a democratic renewal of Haitian institutions [will take place]; . . . that the right of every Haitian to live in a peaceful and stable environment is upheld? . . ."*

We contend that the bigwigs of the international community, via the United Nations, are responsible for the current state of affairs in Haiti. They watched passively, if not helped underhandedly, as the various gangs, which flourished in Haiti under their glare, from the *chimères* of President Jean-Bertrand Aristide, to the new crop of *legal bandits* set up by the self-styled *"Legal Bandit"* himself, former President Michel/Michael Martelly, with the help of his right-hand aide, Prime Minister Laurent Salvador Lamothe.

There's urgency to rid the country of the gangs. For nothing good can be accomplished in Haiti with the marauding gangs all over, taking control of the country. This must be addressed now. Enough is enough!

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue Jean-Jacques Dessalines, 2ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 3701-0160 ou
(509) 223-0765

CANADA
Haïti-Observateur
Gérard Louis-Jacques
514 321 2434
Un mois CA Canada
13213 Jacques Cartier
Montréal H3M1Z7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. Entreprise doit s'adresser à:
Jean Claude Valleron
113 Avenue Kléberg, et 81 Avn. 11
93310 Le Pré St. Gervais France
Tel: 33 1 43 63 29 10

ÉTAT-UNIS
1 an (1 year)
44.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
353.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
273.00 US, pour six (6) mois
[illegible], pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
126 EUROS, pour un (1) an
Mettre un chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/Ville
State/Etat
Zip Code/Code Régional
Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat postal.

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 12

Sports

Suite de la page 16

roblèmes administratifs sont un véritable fléau pour les dirigeants haïtiens, incapables de prendre les dispositions appropriées. Il y a des verbes qui semblent faire défaut aux membres du Comité de normalisation : « *Anticiper et prévoir* ». Plusieurs joueuses sont confrontées actuellement à des problèmes de visas pour atteindre Costa-Rica. Les membres de la structure fédérale n'ont pas le sens de l'anticipation, ils ne prévoient rien, donc il leur manque cruellement l'une des qualités essentielles pour être des dirigeants, le sens de responsabilité. Diriger c'est prévoir ! Il faut espérer que les filles soient au sommet de leur art pour faire forte impression à Monterrey, à partir du 4 juillet.

Dans l'intervalle, les rumeurs sur l'arrivée imminente d'un étranger au poste de président du Comité de normalisation gagnent du terrain. Orphelin de président depuis la démission de Jacques Letang, en juin 2021, la FIFA semble avoir pris conscience de l'incapacité des deux membres restants à accomplir la mission qu'elle leur avait confiée. Si la nécessité de révocation des membres du Comité de normalisation ou de renforcement de cette structure se fait sentir, ce n'est quand même pas une raison pour la FIFA de faire appel à un étranger pour nous mettre des bâtons dans les roues. Si vraiment la nouvelle passe de rumeur à information confirmée, dans les heures qui viennent, il va falloir un front commun pour signifier à la FIFA qu'il y a encore des Haïtiens compétents, intelligents, dotés de sens de responsabilités, capables d'accomplir la tâche qu'elle avait confiée à sa propre structure. Parce que l'échec du Comité de normalisation est d'abord celui de la FIFA qui, sur aucune base sportive, sans aucune consultation auprès des clubs, avait décidé de nommer des gens incompétents à la tête du football. Si la FIFA veut réparer ses erreurs, il lui faudra, à tout prix, revoir sa façon grotesque de faire, pour emprunter la voie du dialogue avec les principaux acteurs du sport-roi. Dans le cas contraire, toute autre nomination, surtout d'un étranger, au sein du Comité de normalisation, risque de mettre de l'huile sur le feu. En d'autres termes, provoquer une nouvelle crise dans la crise.

R.S.

Suite de la page 16

éclate que Jean Pierre Boyer a capitulé pour ses intérêts propres et hypothéqué l'avenir du pays par soumission, connivence avec le Blanc hypothéquant l'avenir de la jeune et brave nation en pactisant avec l'étranger, comme ses pairs de classe avaient fait tuer Dessalines, au détriment de «*L'Union fait la force* » qu'hypocritement nous continuons à enseigner dans nos écoles.

Les gangs partout… Dans le football aussi

Ce qui arrive au football haïtien détruit, en moins de deux ans, avec le concours d'Haïtiens eux-mêmes; et comme la formation et les compétitions sont arrêtées plus de deux ans, nous sommes en train d'accumuler un retard de plus de dix ans, avant de revenir au niveau qui était notre, comment des dirigeants, jusqu'à alors amis, puissent-ils accepter, et même fabriquer, par ambition personnelle et avidité d'argent, des mensonges crapuleux pour prendre la place de leurs collègues avec qui ils vivaient une aventure heureuse applaudie dans tout le pays. Certaines révélations faites cette semaine reprennent les affirmations de l'expert juridique de la soit disant commission d'enquête ad hoc nommée par la FIFA, Me Letang, à savoir que la FIFA a dû trouver d'autres sources, en dehors de son rapport, pour prendre d'aussi graves sanctions. Aujourd'hui, en effet, on s'est rendu à l'évidence et on a confirmé ce que le bandit déclarait : Haïti au firmament.

En 2019, malgré le phénomène *pays lock*, Haïti est au sommet de la région en football. En Concacaf des nations, nos seniors dominent le Canada et Costa Rica et sont injustement éliminés par le Mexique, en prolongations. Ce n'est pas un exploit isolé, puisque les filles U20 tiennent tête une année avant (1-1) au numéro 1 mondial, USA, et éliminent le Canada, No 5 mondial et champion olympique 2020, pour réussir une bonne Coupe du monde, face à trois puissance. Les garçons U-17 sont parmi les trois meilleures équipes de la Confédération et ont été en Coupe du monde de la catégorie, au Brésil. Les U17 filles arrivent dans le dernier carré avec le Mexique, futur vice-champion du Mundial d'Uruguay FIFA 2018. En janvier 2020, Haïti écrase tout le monde au pré-mondial U20 de la République dominicaine, tombe aux penalties devant le Mexique (1-1), pour aller aux barrages contre le faible Panama; une autre phase finale de Coupe du monde ratée pour cause de COVID-19. Corventina est élue Reine des buteuses (en février 2020) nos seniors écrasent Panama (battu en senior 6-0, à Houston). En U20, Haïti rate le Mundial annulé pour faute de Covid-19. Dans toutes les catégories, Haïti est excellent, y compris avec les U15 filles, qui, sans préparation, balaient toute la Caraïbe, pour être championne, à Santo Domingo.

Qu'est devenue cette progression ?

Catastrophe ! On ne rentre même pas l'octogonal de Qatar 2020. Sans préparation, avec de graves lacunes administratives, Haïti se fait devancer dans la course aux 8. Le Canada, son « *Plum* » de 2019, est premier qualifié pour Qatar 2022. En U20, nos filles sont loin du quatuor final, humiliées par les USA (6-0). En U17 filles, c'est la République dominicaine pour la première fois de l'histoire de notre football, qui humilie nos filles voyageant sans un seul entraînement en Haïti, dès le second tour.

Il est vrai, sans avancer un seul motif, la FIFA révoqué les douze autres membres du Comité élu, nomme à côté d'un Haïtien d'Europe avec deux anciens de longue date de l'ancienne administration. Tout ceci, suite aux mensonges de deux commanditaires, connus de longue date comme des voyous, l'un un fugitif français, Romain Molina, qui est dans le maquis et qui ne répond pas aux nombreuses sollicitations de la justice haïtienne, et même de la justice de France.

Pourtant, les mensonges paniquent les sphères dirigeantes de la FIFA, encore traumatisées par leur réaction tardive dans une crise en Afghanistan et leur injuste slogan zéro tolérance, poussée par son directeur de la Caraïbe, de connivence avec Monique André, furieuse de la décision de la Fédération haïtienne de football (FHF) de mettre fin à la pratique d'acheter de son agence des billets d'avion pour raisons d'éthique liées à son statut de dirigeant fédéral, la FIFA tombe dans le piège, trahie, il est vrai, par son puissant et proche du président de l'organisme mondial du foot, le directeur de la Caraïbe, lui-même bien séduit par Monique André et Carlo Marcelin. Alors, en agitant le bâton et l'arme de la radiation par la FIFA, Monique André et Carlo Marcelin poussant certains voyous employés de la FHF à vendre leur conscience et à marcher dans le sens du complot, ou aller au chômage. Ainsi poussé Fénélus, sur ordre dribble la Commission d'enquête, en Haïti, rédige une lettre, sa propre lettre, son propre rapport, à la FIFA, qui s'est laissé embarquer. Ainsi, Pauléus Jasmin, Fénélus Guerrier, Thierry Michel, Roosevelt Ducasse, Dieuresse, ainsi connu, Ronald Baptiste, Peterson Desormeaux ont raconté des tas d'histoires dans des médias complaisants, à savoir que les petites de Camp Nous étaient, chaque nuit, dans les disco de Pétion-Ville se saoulant d'alcool et tous ceux-là, indexés au départ, ayant accepté de retourner leur veste et de collaborer, ont été « *oubliés, sauvés et graciés* » curieusement dans la pluie de sanctions venant d'Europe ..

Le projet était d'évincer le Comité exécutif élu en février 2020, mais, par la suite, que de maladresses mettant au grand jour l'identité de ceux qui ont commis le coup, car il faut se demander à qui a profité le crime. Il est impossible qu'après une histoire aussi sombre, la responsable principale du football féminin, depuis dix ans, Monique André, reçoive une promotion ayant plus de grade, donc une promotion dans la nouvelle direction soit disant réformiste. Il en est de même pour le secrétaire général et l'administrateur de l'institution, qui sont encore à leur poste ave des pouvoirs étendus.

En tout cas, la suite des événements allait confirmer les raisons de ce crime : Faire de l'argent, car il est à se demander où sont passés les fonds prévus pour les programmes de la Fédération et la paye des employés. Plus aucune compétition régulière dans le pays, surtout qu'on avait arrêté de jouer au football, depuis juin 2019, à la faveur de pays lock. Le gros du personnel révoqué, le plus grand crime restant, l'école Camp Nous fermée, joueurs et joueuses renvoyés. Dès lors, le football n'existe plus, pour continuer à recevoir des fonds de la FIFA, on envoie des équipes nationales en compétitions pour les résultats désastreux que l'on sait, puisque c'est sans aucune préparation que ces équipes vont aux tournois. Malgré les cris des uns et des autres, on ferme les oreilles et on continue de faire de l'argent, mais aussi de récolter des humiliations sur les terrains.

Adieu Gold Cup 2021 ! Adieu Qatar 2022 ! Adieu Inde 2022 ! Cette semaine, on souffrira encore, sans doute, avec les U20, pour dire Adieu à Indonésie 2023.

Ce qui faisait la force de nos équipes nationales, c'était le travail permanent, tous les jours de l'année, à Camp nous. C'était de longs stages avant les tournois par une équipe de spécialistes de haut niveau français secondés par des compatriotes bien formés. Nos jeunes, filles et garçons, allaient même en Europe à des tournois de haut niveau, Sud joueuses licenciées dans les championnats en France. En 2020, d'autres filles avaient déjà signé pour des clubs français et portugais.

Tous ces rêves se sont envolés; et toutes les académies FIFA/FHF de provinces, qui formaient des jeunes des deux sexes, sont fermées et le coûteux matériel d'entraînement récupéré pour ses besoins par Carlo Marcelin, en plus des 235 coaches de ces écoles de foot de province révoqués et non payés.

On n'imaginait pas que le tsunami Lorence/Molina allait causer tant de dégâts. Au nom d'un faux scandale, que Monique André, son staff, Jacques Ambroise, Hycaine Lafleur, Ernso Hérode Noël, Pierre Chéry ont imaginé et concrétisé pour faire leur beurre sur dos du football pauvre d'Haïti. Cette semaine, Haïti a payé ça cher, au pré-Mondial U20 de Honduras. Trois jours d'entraînement en tout avec un personnel qui découvre les joueurs, il y'a moins d'une semaine. Et dire des rumeurs annonçant un nouveau président de la FHF, quatre mois avant les élections fixées, au départ, pour novembre 2022.

La tutelle étrangère renforcée

Un nouveau président étranger, qui viendrait compléter et constituer un trio d'étrangers, à la tête de la FHF, fondée l'année du centenaire de l'indépendance, en 1904, l'année de commémoration des premiers cent ans de la souveraineté d'Haïti.

La honte partout, même des défaites, désormais contre la Ré-

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 13

UNE BIZARRE CRISE D'ESSENCE

Les stations sont vides, mais la gazoline disponible à proximité

Les autorités accusées d'entretenir le marché noir...

Suite de la page 2

Mais il existe un autre son de cloche. D'autres croient dur comme fer que les autorités étatiques sont impliquées dans ce «*jeu de coquins* ». Puisque, depuis déjà quelques mois, le gouvernement haïtien est confronté à un problème d'argent et de liquidité en devises. Pas suffisamment de ressources pour assurer l'approvisionnement ponctuel de ces produits. Ensuite, vu la situation économique du pays, la disponibilité de dollars constitue un grand défi. Cette distribution, qu'on dirait anarchique, de produits pétroliers fait l'affaire des autorités, qui subissent moins les pressions des consommateurs.

En tout cas, dans l'état actuel des choses, il y a des gens qui s'enrichissent sur le dos de l'automobilistes. Et l'-État, en la personne du BMPAD, s'en lave les mains.

Quoiqu'on dise, il y a crise de produits pétroliers en Haïti. Le gouvernement a trouvé un moyen de gérer cette crise récurrente en donnant l'impression que la crise est plutôt artificielle. Dans la vraie réalité de la situation, le Ministère du Commerce et de l'Industrie, qui prétend mettre en place des gardes fous pour protéger le consommateur, a trouvé une différente stratégie pour «*dompter* » les consommateurs.

BIENTÔT PREND FIN LE MANDAT DU BINUH EN HAÏTI

Renouvellement, argue le secrétaire général de l'ONU

L'Organisme mondial démérite aux yeux des Haïtiens

Suite de la page 1

s'est révélée un échec lamentable, elle a causé des torts irréparables à nos populations, en sus de favoriser l'instabilité politique et l'insécurité dans tout le pays.

En effet, n'était-ce la politique et la diplomatie des membres permanents de cette institution, qui pilotent ses actions, à travers le monde, la plupart des militaires et hauts fonctionnaires de l'ONU déployés ici et là seraient évités, sinon rappelés prématurément. Car une entreprise, sérieuse et soucieuse du « *rendement des ressources* », ne ferait jamais d'investissement à fonds perdu, sous forme de millions engloutis dans des pays membres, rien qu'à l'appui à la politique et à la diplomatie des grandes puissances.

À l'approche du 15 juillet, date officielle qui devrait signaler la démobilisation de l'ONU d'-Haïti les différentes parties se mobilisent, en vue de sauvegarder leurs intérêts. Surtout, dans la mesure où son retrait de notre pays signifierait l'entrée en chômage du personnel onusien en poste, en l'absence d'un autre pays jugé en proie à des troubles politiques pour l'accueillir. Il est donc plus qu'évident que le discours de Helen Ruth Meager La Lime, devant le Conseil de sécurité, la semaine dernière, plaidant pour le renouvellement de la Mission de l'ONU, constitue un exercice intéressé. Il en est de même pour António Guterres, secrétaire général de l'ONU, soucieux d'assurer le plein emploi au sein de l'organisation dont il a la charge. N'est-il pas lamentable que le fonctionnement de celle-ci ne laisse aucune participation du peuple haïtien aux décisions de l'ONU le concernant. Cela est encore plus grave que le Conseil de sécurité a ouvert le débat sur une nouvelle relance de sa Mission, à Port-au-Prince, sans que la nation haïtienne soit appelée à dire son mot. Avec des dirigeants incompétents, illégitimes et corrompus, aux commandes de l'administration publique, rien n'autorise à croire qu'un accord favorable aux intérêts haïtiens sera conclu. Tout cela risque de faire durer l'instabilité.

Le secrétaire général et l'O-NU et sa représentante spéciale en Haïti plaident, au cours de la séance du 16 juin sur Haïti, pour une prorogation d'un an de la Mission onusienne. Dans le cadre de cette démarche, le peuple haïtien est traité en « *enfant mineur* », sans aucune opportunité de dire mot par rapport à son destin. Le représentant haïtien, à cette rencontre, en la personne du ministre des Affaires étrangère, Jean Victor Généus, n'a pas été mandaté, par le Premier ministre de facto, de soulever l'argument relatif au retrait de l'Organisme mondial.

M. Généus a profité de l'opportunité de s'adresser au Conseil de sécurité pour solliciter une « *assistance technique* » pour la Police nationale. Dans son discours devant celui-ci, dans une mise au point qu'il a tweetée, le lendemain, le chancelier haïtien a rapporté ceci : « *Au nom du gouvernement haïtien, j'ai sollicité du Conseil de sécurité des Nations Unies une assistance technique et institutionnelle susceptible de renforcer les capacités opérationnelles de la PNH en vue de rétablir le climat de sécurité nécessaire à l'organisation des élections* ».

Des organisations socio-professionnelles parties en guerre contre l'ONU

Les organisations socio-professionnelles signalées tout au début expriment le sentiment de larges secteurs du pays par rapport à la mission de l'ONU en Haïti dont le déploiement initial remonte à l'année 1993. Elles étalent leurs griefs comme suit, en commençant par s'en prendre aux États membres permanents de l'institution, notamment les États-Unis d'Amérique, la Grande Bretagne et la France dont ils dénoncent l' « *enthousiasme à renouveler une*

L'ex-président Jean-Bertrand Aristide, initiateur des gangs armés.

nouvelle mission onusienne illégale et inconstitutionnelle en Haïti en vue soi-disant de stabiliser le pays dominé par les gangs, pourtant par eux fédérés, aux fins de nourrir et renforcer l'insécurité jusqu'au chaos ».

À cet égard, ces entités, qui sont profondément enracinées dans le peuple croient opportun de soulever cet argument : *« (...) la Chine et la Russie, États membres permanents du Conseil de sécurité avec droit de véto, se feront-ils complices jusqu'au moment de prolonger le mandat du BINUH »* qui prend fin le 15 juillet ?

Ces organisations semblent vouloir attirer l'attention des Chinois sur les prises de positions que leur représentant à l'ONU avait déjà formulées sur le pays haïtien en ces termes : « *Haïti ne peut pas atteindre la stabilité sans son autonomie* », avant d'-ajouter : « *L'ONU n'a rien fait en Haïti* ».

Ces mêmes organisations attirent l'attention sur le fait que la représentante du secrétaire général de l'ONU, Mme La Lime, s'affiche comme alliée des gangs armés, pour avoir été à l'origine de leur fédération. Selon elle, Helen Ruth Meagher La Lime «*est l'instigatrice d'une fédération de gangs armés aux pratiques terroristes à travers le pays où le kidnapping est devenu quotidien et traduit un autre signe d'échec des missions onusiennes* ».

Voici, entre autres, les signataires de ce communiqué : UNNOH, MOLÉGHAF, Fanm Vanyan, CNOHA, PAPDA, Konbit, KASIL. Les membres signataires de ce document se sentent on ne peut plus scandalisés par les propos tenus au Conseil de sécurité par cette même représentante de M. Guterres s'énonçant comme suit : « *Haïti est un pays en état de terreur et dans l'impasse politique* ».

Dans le même document, est évoqué le passé criminel de ces mêmes pays à l'égard d'Haïti, rappelant le rôle qu'ils ont joué en tant que puissances coloniales. Aussi soulignent-t-elles : « *En juin 2022, il est significatif que la France, le Royaume Uni et les États-Unis d'Amérique, avec un passé colonial, esclavagiste et impérial en Haïti se retrouvent les premiers à la barre à hurler pour le renouvellement de missions onusiennes illégales, inconstitutionnelles, déstabilisatrices* ».

Déclarant les différentes missions de l'ONU déployées en Haïti un échec retentissant, les organisations concluent : « *Voter une résolution pour le renouvellement du BINUH ou pour une énième mission onusienne équivaut à une nouvelle gifle à la souveraineté du pays. Il est temps d'arrêter la planification criminelle de la descente aux enfers d'Haïti. Le BINUH, qui a contribué à fédérer les gangs armés, qui déstabilisent le pays, kidnappent quotidiennement, violent, tuent comme bon leur semble, les fils et filles du peuple, doit être la dernière de cette série* ».

À la lumière des dénonciations faites à l'encontre des missions de l'ONU, par ces organisations, comment serait-il possible de voter le renouvellement de sa présence en Haïti ? Mais il y a encore pire, car celles-ci étaient déjà présentes au pays, et avaient même supervisé la création des deux forces

Suite en page 14

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 14

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

L'ACTUALITÉ EN VRAC

Suite de la page 3

nt aucun commentaire sur les déclarations menaçantes d'Izo, le ministre de la Justice annonce la formation d'une commission spéciale pour faire le jour sur les événements survenus à Miragoâne, selon un reportage, mardi, de *Vant Bèf Info* (VBI). Il attend incessamment ce rapport pour « *les suites nécessaires* ».

À souligner que, dans un tweet, le ministre Berto/Berteaud Dorcé considère que certains faits et événements sont menaçants, quant à la paix et à la sécurité publique, en sus d'être préjudiciables aux droits et libertés des citoyens. Il a particulièrement cité ce qui se passe à Miragoâne.

***L'avocat Renold Georges pousse Muscadin comme président**

C'est à l'émission Rendez-Vous, animée par Assad Volcy, sur *Gazette Haïti News*, qu'on a observé l'homme de loi parler d'une situation « *anormale* » au pays où le peuple « *a besoin de sécurité* » d'abord. Alors, parlant du commissaire Muscadin, il conseille au ministre de la Justice de prendre des précautions. Le peuple, dit-il, serait disposé à ce que Jean Ernest Muscadin soit installé au Palais national. Car, pour le moment c'est lui qui prend la défense des citoyens, face aux gangs armés qui sèment la mort et le deuil au sein de nombreuses familles au pays.

L'avocat Reynold Georges a, dores et déjà, choisi son camp.

Berto ou Berteau Dorcé ne sait ou donner de la teête.

Mine de rien, un soulèvement national pointe à l'horizon. Et les autorités haïtiennes auront à choisir de se joindre au peuple, pour solutionner le problème du gangstérisme d'Haïti ou de s'acoquiner avec les gangs pour affronter la nation entière.

Pierre Quiroule II
22 juin 2022
raljo31@yahoo.com

LE COIN DU POÈTE

POÉSIE

CHANSONS D'ÉPINAL

Poème de Saint-John Kauss à Léopold Joseph

Écrivain reçu de tes mots d'envergure,
Synapse de cette génération de sorciers malhabiles,
Qui ont fait du temps et de la présidence
Un homme invétéré et deux gouttes d'homme partagés
Entre la terre et l'eau douce de ces arbustes à tiges cordiformes,
Panetier minable que je côtoie mots après mots
Soldat de marais salins apaisés sur la route des fidèles
Nomenclature de l'anémie falciforme qui a peur du jour
Et qui respecte la nuit des bagatelles et des oignons.
Ô mon ami autochtone de mes poubelles mais eurasien de ma vieillesse,
Je te parcours vilain de mes nuits sans fil d'allégresse
De mes fils d'Ariane à composer des mots et chansons
d'Épinal à vive allure.
Codon de tout temps, temps d'Ukraine comme celui du Vietnam
À synthétiser la mer et ses décombres.
Nous n'avons pas le même acide fortifiant la selle et l'urine des peuples,
Qui phagocytent l'aire des savanes d'abondance.
Pardon pour le seuil des portes et l'embouchure des peuples torturés !
Pardon pour l'animosité des femmes indiennes qui dansaient à la venue des colons !
Pardon pour mon peuple toujours hébété après la grande Traversée des océans !
Saint-John Kauss
Gatineau, Qc, 26/02/2022

POÉSIE/CHRONIQUES

Poème de Saint-John Kauss à Ursula Lomen

Frêle femme de l'abime d'un Roi
Ô voyageuse allemande des quatorze premières nations de la neige impeccable
Ô adoratrice insoumise de la faim des Juifs de l'Europe ancienne
Ô Israël des dernières Nations concoctées à la pelle
Nous avons vu la terre effrayée pour ne rien trouver sur la lune
Que des Ukrainiens sans esclaves du Donbass
Des Français sans vidanges vers l'île d'Ayiti
L'Amérique sans Américains envahisseurs et coquins des terres à pétrole tout en or
Nous avons sélectionné trop d'heures de sinistrés avides et passifs
Des enfants de New Dehli Bamako Bucarest Tripoli Adis-Abeba Bagdad Budapest Kiev
Trop de petites filles enveloppées dans leurs linges à contre-froid
Nous avons perdu deux sœurs de ma mère de vieillesse des importés
Pour Tel-Aviv Genève Bruxelles Stockolm Lausanne Helsenki Jérusalem Pékin Berlin Zurich Vienne Madrid
Deux femmes à cœur léger battant pour la vie des hommes
Nous avons choisi des villes à humanités sincères
Riyad Belgrade Strasbourg Dakar Lagos Glasgow Dubai
Riches de/dans leur poésie immaculée de neige et de sable du désert des Phaarons
Frêle et petite femme divorcée de l'Allemagne
Ursula adoptive comme moi des fleurs de l'érable
Ô ma gémellaire ! Ô ma blanche dame des orseilles circoncises !
Saint-John Kauss
Gatineau, Québec, 04/04/2022

BIENTÔT PREND FIN LE MANDAT DU BINUH EN HAÏTI

Renouvellement, argue le secrétaire général de l'ONU

L'Organisme mondial démérite aux yeux des Haïtiens

Suite de la page 13

de sécurité personnelles qu'a créées Jean-Bertrand Aristide, en l'occurrence la Police nationale d'Haïti et les « *organisations populaires* », qui avaient une seule et même mission : l'assassinat des ennemis, réels ou imaginaires, d'Aristide.

En effet, plus d'une cinquantaine de personnes, parmi elles des journalistes, tel que Jean Léopold Dominique, des avocats, comme Mireille Durocher Bertin, des militaires, tel que le général Mayard, des médecins (Dr Bordes et Lalane) ont été abattus en plein jour alors que la Mission de l'ONU assurait la supervision de la Police.

On se souvient d'heureuse mémoire, que parallèlement au recrutement institutionnel effectué au sein de la PNH, dont les candidats sont soumis à un examen rigoureux, Aristide faisait embrigader des gens au passé criminel dans les rangs de la nouvelle force de sécurité. À l'instar des tontons-macoute faisant pendant aux Forces Armées d'Haïti (FAdH), sous François Duvalier, les organisations populaires servaient d'auxiliaires aux policiers dévoyés qui évoluaient au sein de la PNH, durant la présidence (deuxième version) d'Aristide. Il a fallu l'arrivée de Mario Andrésol comme directeur général de l'institution policière, à l'initiative du gouvernement intérimaire Alexandre-Latortue, pour débarrasser la PNH des éléments criminels qui y ont été plantés par Jean-Bertrand Aristide.

Il est plus qu'opportun de poser la question : Comment l'ONU peut-elle prétendre ignorer les activités criminelles d'Aristide, qui avait fait de cette institution sa « *machine de la mort* ». Si des personnes ont été éliminées physiquement parce qu'elles étaient considérées comme des concurrents, dans le trafic de drogue, d'autres étaient victimes de policiers et de membres d'organisations populaires criminels exécutant les ordres du prêtre défroqué.

Le double rôle qu'a joué Jean-Bertrand Aristide au pouvoir, sous la protection de l'ONU, est passé comme une lettre à la poste pour l'ONU. Ni vu ni connu ! Si ses alliés politiques internationaux font semblant d'ignorer sa participation aux assassinats qui ont peuplé sa présidence, il en est tout autrement pour ceux qui s'adonnaient au trafic de stupéfiants. Les hommes liges d'Aristide, arrêtés pour trafic de drogue, avant d'être transférés en Floride, où ils ont été inculpés et condamnés ensuite à la prison, témoignent de ses dérives dans ces activités. Au moins deux ex-directeurs généraux de la Police nationale, Fourel Célestin (aussi président de l'Assemblée nationale) et Jean Nesly Lucien, en sus d'autres hauts gradés de la PNH et des « *hommes d'affaires* », y compris le parrain d'un de ses filles, en l'occurrence Jacques Beaudouin Quétant (Kétant) ont fait la prison aux États-Unis. Ils ont payé le pot cassé à sa place, grâce à l'ex-président démocrate américain Bill Clinton s'étant inscrit en faux, par rapport à une proposition d'inculpation du prêtre défroqué qu'avaient faite les responsables de de la *Drug Enforcement Administration* (DEA), suite aux aveux de trafiquants inculpés, tels que Kétant et Eliobert Jasmin (ED-One) que leur avaient arraché les enquêteurs fédéraux.

On ne peut pas oublier, non plus, que les troupes des Nations Unies ont contaminé les eaux de l'Artibonite favorisant la propagation du microbe du choléra, qui avait occasionné des milliers de morts. Pourtant les familles des victimes attendent encore la compensation de cette organisation.

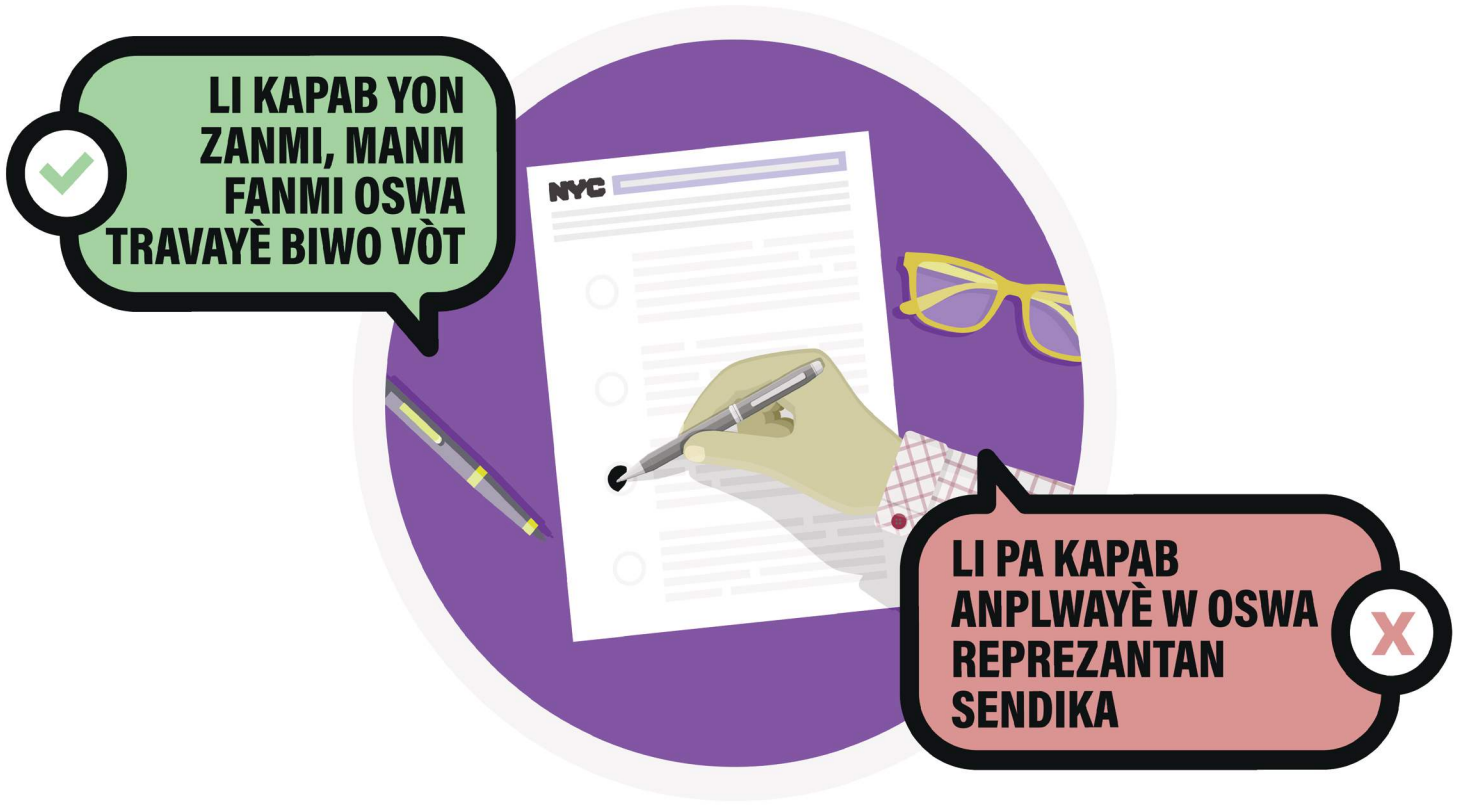
Après tous les maux que l'ONU a causés à Haïti, les Haïtiens seraient des masochistes de vouloir les accueillir dans leur pays, dans le cadre d'une nouvelle mission d'une année, qui aura encore toutes les chances de se renouveler, à son expiration, en 2023.

L.J.

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 15

OU GEN DWA POU VOTE NAN LANG OU

Ou ka mennen yon entèprèt nan izolwa vòt la.



ELEKSYON PRIMÈ MWA JEN

DIMANCH	LENDI	MADI	MÈKREDI	JEDI	VANDREDI	SAMDI
12	13	14	15	16	17	18 VÒT BONÈ KÒMANSE
19	20	21	22	23	24	25
26 VÒT BONÈ FINI	27	28 JOU ELEKSYON	29	30		2

Komisyon Angajman Sivik la pral gen entèprèt nan lang yo chwazi yo ak biwo vòt yo

VIZITE participate.nyc.gov to learn more.

NYC Civic Engagement Commission

Journal 22 - 29 juin 2022.qxp_HO 6/22/22 5:32 AM Page 16

Sports

GABEGIESADMINISTRATIVES DU COMITÉ DE NORMALISATION ET CONTRE-PERFORMANCES DES ÉQUIPES NATIONALES DE JEUNES

Le contrôle du football haïtien nous échappe

Par Ricot Saintil

Entre la présence des U20 à Honduras, les problèmes administratifs répétés et l'arrivée imminente d'un étranger au poste de président du Comité de normalisation, le contrôle du football nous échappe totalement. Un seul joueur ayant participé à la Coupe du monde U17, au Brésil, en 2019, Omre Étienne, figure dans la liste des 20 Grenadiers retenus pour défendre les couleurs de la Sélection haïtienne des moins de 20 ans, engagée dans la dernière phase des éliminatoires du Mondial de cette catégorie, qui se déroule actuellement au Honduras. Hormis les membres du Comité de normalisation et leurs alliés, personne ne sait sur quelle base les vingt joueurs appelés ont été sélectionnés, sachant que le football est à l'arrêt depuis plus d'un an, dans le pays. Si certains joueurs de l'équipe U17 de 2019 ont pu décrocher un contrat à l'étranger, la majorité d'entre eux a laissé le pays, d'autres subissent, de plein fouet, la triste réalité du football haïtien, où le ballon rond ne roule plus sur les rectangles verts.

C'est une perte énorme pour le pays, qui voit des dizaines de joueurs et joueuses, formés au Camp Nous, disparaître dans la nature. Une vraie gabegie, un gaspillage d'argent, mais surtout de talents, de ressources et de richesses pour le football haïtien. La situation actuelle du football devrait provoquer, chez nous, colère et indignation. Elle devrait nous pousser à nous questionner sur nous-même, sur notre indifférence par rapport à tous ces jeunes, délaissés, abandonnés et jetés comme des moins que rien. On ne peut absolument rien espérer de la Sélection masculine des moins de 20 ans qui, pour son premier match disputé le dimanche 19 juin contre Trinidad, a sauvé le point du nul (4-4). Incapables de répondre physiquement aux Trinidadiens, ils ont couru à trois reprises derrière le score. Bourrée de talents, l'équipe haïtienne a fait parler sa technique, mais a montré ses limites physiquement. Ce premier faux pas ne laisse planer aucun doute sur la gestion calamiteuse des différentes sélections de jeunes. L'évidence de l'importance de l'Académie Camp Nous nous frappe en plein visage et nous fait voir la nécessité urgente d'une reprise des activités au ranch de la Croix-des-Bouquets.

La FIFA et la Concacaf ont balayé, d'un revers de main, la décision macabre du Comité de normalisation de retirer Haïti des éliminatoires du mondial U20. Étant donné que, jusque-là, les membres de cette structure dite de Normalisation ne font qu'assurer la participation de nos sélections aux échéances internationales, ils ne comprennent visiblement pas que c'est par le travail assidu de plusieurs années qu'Haïti ne joue plus les tours préliminaires, mais est donc qualifiée directement pour les phases finales. Avant, il fallait passer par plusieurs tours pour atteindre la dernière phase, mais par le travail, par les résultats engrangés dans la zone, nous avons gagné notre place au sein de l'élite de la Concacaf. Voilà qu'en un claquement de doigts, le Comité, dans un communiqué laconique, purement irréfléchi, a failli nous faire perdre la face dans la zone. Même si, à la vérité, nous ne procurons plus aucun respect au niveau des jeunes. Heureusement, pour une fois, pendant ces deux dernières années, l'instance suprême du football (FIFA) et la Concacaf ont pris une décision rationnelle en assurant la participation de nos jeunes Grenadiers. Ce n'est, en aucun cas, le Comité de normalisation qui a facilité l'intégration de la Sélection dans la compétition, comme il le prétend. Ce n'est non plus aux sacrifices qu'il a consentis, il n'a absolument rien fait, sinon dévoiler une liste surprenante de vingt joueurs à la dernière minute, nommer un sélectionneur en catimini, essuyer une défaite humiliante, en amical, face à la République dominicaine, et planifier un voyage clandestin pour les petits Grenadiers.

La décision du Comité d'organiser un mini stage de préparation pour la Sélection féminine senior, au Costa-Rica, est une bonne chose, il faut le reconnaître. Les Grenadières ont grand besoin de ce stage pour se mettre au top, avant d'affronter les Américaines, les Mexicaines et les Jamaïcaines dans la phase de Groupe. Néanmoins, les pro-

Suite en page 12

LE FOOTBALL HAÏTIEN EN DÉCONFITURE

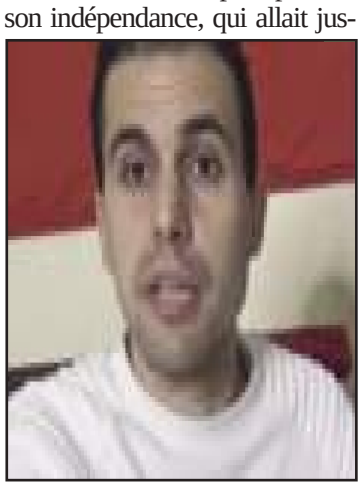
Une tutelle pour continuer à démolir

Par Jacques Brave

S'il y'a avait des doutes sur les origines des malheurs du pays, ce qui se dévoile, depuis ces derniers temps, dans la presse internationale, ne laisse plus matière douter. Depuis 1804, à chaque tentative de décollage du pays vers le progrès, Haïti Thomas est tout de suite ramenée à l'ordre, et souvent de façon brutale, se servant des Haïtiens Konzé et traîtres à la patrie pour assassiner, dans l'œuf, toute tentative d'avancer dans le bon sens.

Voilà le drame, dont parlait feu professeur Leslie Manigat qui, dans une déclaration, de nos jours très écoutée sur les réseaux sociaux et opinant sur les causes de nos malheurs, soulignait la soumission servile, docile, même souhaitée, de le Haïtien vis-à-vis du Blanc. Pire, soulignait l'ex-président défunt, notre comportement, par moments, va au-delà du *sousou* honteux, puisque nous supplions le Blanc pour qu'il intervienne dans nos affaires afin de détruire le pays, uniquement pour mieux servir ses intérêts égoïstes et mesquins, son *sansantiman* le plus désespérant, la majorité se plaint timidement « *en cachette* » au pays, on se soumet aux diktats, sans maugréer.

Ainsi, à l'analyse, comment un pays qui a battu et chassé, par la force, des colons, pour prendre son indépendance, qui allait jus-



Romain Molina, faux blogueur tapis dans l'ombre qui manipule les décideurs de la FHF.

qu'à secourir d'autres peuples en souffrance, puisse, sous la menace d'un navire de guerre en rade, signer un document pour payer une dette/rançon, faisant, 200 ans après encore croupir dans la misère et le sous-développement des millions de ses fils. Alors que le pays avait consacré toutes ses ressources à se préparer contre tout éventuel retour de ses ennemis en construisant des fortifications partout pour défendre sa souveraineté et la liberté de ses fils fraîchement acquises, aux prix du sang, et empêcher un retour des Français.

C'est le même constat douloureux, un scénario semblable à celui-là de 1825 qu'on assiste actuellement et frappant le football haïtien depuis quelques temps, comme le porte-parole Konzé et traitre Hérode Noël Lorrence l'avait annoncé l'écraser « *plat atè* ». Attaques tellement violentes, qu'en un peu plus de deux ans, Ernso Lorrence avait lancé sa campagne destructrice, à l'été 2019, pour sauver, disait-il, les jeunes de Camp Nous et leur éviter des souffrances qu'il a connues, et aus-

Peterson Desormeau, autre comploteur au service de Romain Molina.

si transformer les clubs en entreprises. Il avouera, d'ailleurs lui-même, que pour mieux réussir son œuvre de destruction, un de ses patrons commanditaires M. Sabbat lui avait fourni comme renfort un destructeur de poids coutumier de ses basses œu-

Monique André, Konzé au féminin...

vres, Romain Molina, comme Blanc, connaissant la soumission des Haïtiens à l'étranger.

Aujourd'hui, on doit se demander comment une campagne menée pour sauver des jeunes puisse choisir de les avilir, plutôt de tuer l'espoir en eux, ceci en créant de fausses histoires qui marqueront leur renommée et hypothéqueront leur avenir personnel, puisque ces 600 jeunes de Camp Nous ont été brutalement chassés de leur centre d'éducation, sous menaces, forcés, certains obligés d'aller vivre illégalement, et de mettre fin à une carrière qui se dessinait en Europe, d'aller grossir les rangs des travailleurs illégaux, de nuit, dans les stores Amazone, aux États-Unis. La plupart des 600 de Croix des Bouquets retournant à la terrible misère des ghettos chauds d'Haïti et les 15 000 enfants des académies des provinces, oubliés et sans avenir plus que jamais.

Ainsi, on n'avait pas besoin des révélations du *New York Times*, le mois écoulé, pour se poser la question de savoir pourquoi et comment Jean Pierre Boyer, seulement vingt ans après la mort de Dessalines, ait pu accepter soit- disant sous la menace de bateaux de guerre français, de signer un montant de dédommagement dont le pays paie les conséquences, aujourd'hui encore, alors que la politique de défense du pays était tournée autour de la construction à coûts élevés de forts pour prévenir le retour des ennemis français. C'est presque en ce moment que l'évidence

Suite en page 12